

DES CARAVELLES POUR LE FUTUR ?
DISCOURS POLITIQUE ET IDÉOLOGIE
DANS L'« INSTITUTIONNALISATION » DE LA COMMUNAUTÉ
DES PAYS DE LANGUE PORTUGAISE*

« Vem aí a Comunidade Lusíada »
O Dia, Lisbonne, 25 janvier 1994¹

Le 17 juillet 1996, que le hasard des agendas fit coïncider avec le vingtième anniversaire de l'annexion officielle de Timor oriental, envahi dès décembre 1975, comme « vingt-septième province » de l'Indonésie, nombre de commentateurs lusophones réagirent à la tardive « institutionnalisation » de la CPLP (Communauté des pays de langue portugaise) au centre culturel de Belém à Lisbonne en soupirant : « Il aura fallu une césarienne, mais elle est née »². Problèmes internes certes, mais aussi difficultés relatives à la crédibilité internationale : seule l'UNESCO fut présente au plus haut niveau et l'Union européenne n'envoya aucun représentant. La France, qui pourtant parle très fort de la grande alliance francophonie-hispanophonie-lusophonie, fut absente...

En un sens, le sommet d'institutionnalisation de la CPLP a surtout permis que les participants se regardent eux-mêmes. En effet l'adjectif utilisé le plus souvent pour qualifier l'événement CPLP n'est point qu'elle fut « créée » ni même « officialisée » le 17 juillet 1996 à Lisbonne, mais « institutionnalisée ». Après le mort-né Institut international de la langue portugaise décidé à São Luis de Maranhão (Brésil) en novembre 1989 par les chefs d'États et de gouvernement, à l'initiative de José Aparecido de Oliveira, alors ambassadeur brésilien à Lisbonne, et les deux échecs des 28 juin et 27 novembre 1994, les nombreuses réunions ministérielles ou de

* Texte remanié de la communication « CPLP : de l'affrontement des nationalismes à la fin des paternalismes ? » présentée aux Journées d'études de la revue *Lusotopie*, Paris, Sorbonne/EPHE, 14-15 déc. 1996. Une version plus longue, en langue portugaise, est en cours de publication. L'auteur remercie Paula Cristina Fernandes – étudiante à l'Institut d'études politiques de Bordeaux – dont la documentation brésilienne a été précieuse.

1. « Que vienne la Communauté Lusíade », en titre de ce quotidien de Lisbonne et faisant explicitement référence à l'épopée décrite par Camões.
2. Sur la difficile gestation de la CPLP, cf. Y. LÉONARD, « La "Communauté des pays de langue portugaise", ou l'hypothétique lusophonie politique », *Lusotopie 1995*, Paris, Karthala, pp. 9-16 ; et M. CAHEN, « Enfin la Communauté ? », *Lusotopie 1996*, pp. 11-14.

comités des ambassadeurs qui suivirent, le message passa indépendamment des vicissitudes que la communauté « existait déjà », que seule manquait sa formalisation institutionnelle. Mais l'argumentation dérapa très vite auprès de certaines personnalités, avec l'idée que la Communauté, quoi qu'il arrive, existait depuis longtemps, existait depuis toujours. « L'idée est aussi ancienne que notre langue », martelait José Aparecido de Oliveira notamment dans les moments de difficulté³. Elle était ainsi spirituelle, comme âme séparée de la volonté des dirigeants politiques, mais aussi « naturelle » puisque liée par le sang à tous les utilisateurs de la langue portugaise quelle que fût leur opinion sur le sujet, et surtout intrinsèquement liée à une histoire de l'expansion de la langue portugaise fondant une identité essentielle. L'« institutionnalisation » d'une communauté qui existait donc « déjà » fut ainsi conforme à l'approche ancienne, quasi biologique, des phénomènes ethniques, et liée au vieux fonds d'argumentation luso-brésilienne mélangeant indissociablement un discours moderne et un discours parfaitement lusotropicaliste, voire *saudosista*⁴, ou que je qualifierais même d'ouvertement « caravériste ». Cependant il faut immédiatement noter que cette véritable avalanche d'arguments a été le fait, au Brésil comme au Portugal pour ne point parler de l'Afrique, d'un nombre relativement restreint d'activistes enthousiastes, originaires de courants politiques variés, face à une intelligentsia en général boudeuse.

Brésil : un désir de Portugal?

L'analyse des discours relatifs à la formation de la CPLP implique une sélection. Bien qu'il ait été finalement marginalisé, le rôle joué par José Aparecido de Oliveira dans la propagande de cette idée et ses liens privilégiés avec les présidents brésiliens Itamar Franco et portugais Mário Soares imposent qu'il figure en bonne place dans cet examen⁵.

Selon la judicieuse caractérisation de Conceição Neto (de l'Université de Luanda), José Aparecido de Oliveira exprime inlassablement une « demi-douzaine d'idées toujours répétées dans ses discours de la même manière avec les mêmes exemples » pour faire passer le message. Son point de départ, déjà évoqué, est : « Nous sommes les Sept. La Communauté existe déjà... nous sommes seulement en train de la mettre en forme ». Cette idée ne lui est pas personnelle, elle est portée par tout un courant. Le président de la Maison du Brésil à Lisbonne, Alípio de Freitas, s'exprime ainsi à la fin de 1994 :

« La Communauté des pays de langue portugaise, plus qu'un espace géographique, est une IDÉE [en majuscules dans le texte] au sens hégélien. Elle existe de fait. C'est quelque chose de vivant, intemporel,

3. Allocution de J. Aparecido de Oliveira au Palais de Belém, lors de son départ de l'ambassade du Brésil à Lisbonne, févr. 1995, en présence du président Mário Soares (in Alan VIGGIANO, *Missão em Portugal. José Aparecido e a Comunidade dos países de língua portuguesa*, Brasília, André Quicé Editor, 1996, p. 87. Cet ouvrage sera souvent cité, car il est un recueil – enthousiaste – de discours de J. Aparecido et d'autres personnalités).

4. Si la *saudade* est le plaisir de la nostalgie, le *saudosismo* sera alors la volonté de s'y adonner.

5. José Aparecido de OLIVEIRA, un *mineiro* (de Minas Gerais), fut secrétaire de la présidence de Jânio Quadros, gouverneur du district fédéral, ministre des trois présidents Tancredo Neves, José Sarney et Itamar Franco – de la Culture et des Relations extérieures pour ce dernier – et ambassadeur du Brésil à Lisbonne expressément chargé de promouvoir la CPLP.

fort de toute énergie, plurielle et unie. Elle contient en elle un germe d'éternité. C'est ainsi qu'Agostinho da Silva l'entendait, que Vieira la pensa, que l'Infante Dom Henrique la visionna. Une Communauté de Peuples dont la Patrie est la langue »⁶.

Mais de telles grandiloquences, permises à un notable culturel et communautaire, viennent rarement seules chez les responsables politiques. José Aparecido de Oliveira les accompagne d'une vision moderne. À la deuxième table ronde sur la CPLP, au Palácio Foz le 6 décembre 1993, il compare explicitement le projet aux débuts de la Communauté européenne et évoque « l'espace politique attentif aux exigences d'association économique entre les Sept » imposé par la « réalité mondiale »⁷. Il n'oublie jamais de mentionner la dimension économique, d'autant plus nécessaire qu'elle est actuellement infime⁸. Cependant, dans l'équilibre des discours, dans leur centre de gravité, ce sont les arguments culturalistes qui dominent largement.

Le 23 novembre 1992, auditionné par la commission des relations extérieures du Sénat fédéral en vue de sa nomination comme ambassadeur à Lisbonne à l'invitation d'Itamar Franco, José Aparecido de Oliveira déclare que « parmi les onze mille langues existantes, dix sont des langues de culture [*sic*]; parmi lesquelles la nôtre », malheureusement divisée en deux normes orthographiques qui gênent son adoption comme langue de travail dans les institutions internationales et impliquent la double impression des livres au Brésil et au Portugal. Le portugais est cependant la « septième langue la plus parlée » et naturellement il additionne sans souci méthodologique excessif les *habitants* des États de langue officielle portugaise décrétés *usuários* (utilisateurs) et non les *locuteurs* de cette langue : il y aurait donc 15 696 000 lusophones au Mozambique, etc. Il reprend ensuite les arguments « caravélistes » pour aboutir à la nature même des deux nations :

« Au moment des commémorations du Cinquième Centenaire de la Découverte, il est bien temps de reconnaître que dans notre rapport à l'histoire il y a beaucoup à faire. On connaît ici peu de choses de l'histoire du Portugal et de son rôle notable dans les grands voyages maritimes des xv^e et xvi^e siècles. Le Portugal a eu l'hégémonie des navigations, devenant la première nation moderne, dès le xie siècle.

Les Brésiliens ont besoin de connaître mieux le Portugal, de même que le Portugal doit mieux connaître les Brésiliens. Il faut donc approfondir les recherches dans les archives portugaises, où se trouve l'âme des deux nations »⁹.

Lusotropicalisme...

Il est ainsi logique qu'il n'hésite pas une seconde à se réclamer ouvertement du lusotropicalisme, dont il ne peut pourtant pas ignorer qu'il

6. In *Sabiá* (Brésil), 5 nov. 1994, cité par Viggiano, *op. cit.*, p. 82.

7. In Viggiano, *op. cit.*, p. 64.

8. Sur tous les aspects économiques – y compris prospectifs – de la CPLP, je renvoie à l'article très complet de Manuel Ennes FERREIRA & Rui ALMAS, « Comunidade económica ou parceria para o desenvolvimento : o desafio do multilateralismo na CPLP », *Política internacional* (Lisbonne) I (13), automne-hiver 1996, pp. 35-71 (imp. bibliogr. pp. 69-71), ainsi qu'à la version française de ce même article, publiée dans ce volume de *Lusotopie 1997*.

9. In Viggiano, *op. cit.*, p. 22.

est depuis longtemps contesté. Interrogé en 1993, il regrette à l'inverse qu'on n'ait pas en pratique été suffisamment adepte de cette idéologie, sans oublier l'objectif politique :

« En dépit de l'évidence d'un 'lusotropicalisme' et des exemples réussis d'intégration entre des peuples qui partagent la même origine, on a fait très peu jusqu'à aujourd'hui pour la grandeur de la lusophonie, comme déjà le remarquait à regret Gilberto Freyre. Seulement dans les sept pays d'expression portugaise nous sommes plus de 187 millions de personnes (...). Troisième idiome occidental le plus parlé, aux côtés de l'anglais et de l'espagnol, la lusophonie a gagné une dimension de pouvoir au sein de la communauté internationale. D'où la nécessité impérieuse de l'institutionnaliser par le biais de la Communauté des pays de langue portugaise »¹⁰.

Au-delà de la revendication linguistique parfaitement légitime, la revendication caravériste avoisine toujours les jongleries avec les chiffres sur les périodes récentes. S'adressant aux Portugais fiers de leur intégration européenne, il leur rappelle pourtant que l'Europe est une bagatelle bien récente et réduite face à la lusophonie :

«... les Portugais se sont dédiés ces dernières années à leur circonstance européenne [souligné par moi, M.C.] [...]. Au contraire la Communauté des pays de langue portugaise naît de l'héritage que le Portugal a légué au monde [...]: Angola, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, São Tomé e Príncipe et dans ce territoire immense, de dimension continentale qu'est le Brésil... Cette expression de notre langue maternelle est également attestée parmi les millions d'émigrants portugais fixés un peu partout dans le monde [...]: 700 000 à Paris, 750 000 en Afrique du Sud, 500 000 au Venezuela... »¹¹.

Peu importe donc que les luso-descendants de troisième ou quatrième générations ne parlent plus du tout portugais et ne se considèrent plus eux-mêmes comme tels, ou encore que leur nombre avoisine plus les deux cent cinquante que les sept cent cinquante mille en Afrique du Sud. Les chiffres servent ici uniquement à attiser le vieux balancement portugais entre atlantisme et européisme, en faveur du premier. Mais dans ses discours José Aparecido de Oliveira ne s'en tient pas au *saudosismo*, il l'utilise en tant que dirigeant politique pour des fins très actuelles. La valorisation des Découvertes et de la colonisation sert paradoxalement à rehausser l'enjeu de la présence portugaise au sein de l'Europe au service d'un ensemble géographiquement dispersé mais que la technologie moderne rend viable :

« – Les Portugais... ont planté le drapeau de la paix et un idiome de communication et culture... Le voisinage a cessé d'être une notion territoriale... [souligné par moi, M.C.]. Notre presse dans les sept pays revêt la physionomie d'un bloc culturel émergent qui doit être élevé en bloc politico-économique. Tout ceci gagne une force singulière de par la participation stratégique portugaise à la Communauté européenne [...] qui souligne la dimension brésilienne et africaine que possède le Portugal.

– *Journaliste* : Gilberto Freyre défendait le lusotropicalisme. Êtes-vous d'accord?

10. Entrevue avec José Alberto Braga, 25 août 1993, in *Viggiano, op. cit.*, p. 124.

11. Entrevue de José Aparecido de Oliveira par Miguel Castelo Branco. « O português não pode continuar a exercitar-se através da força do perdigoto », *O Dia*, 25 janv. 1994, pp. 6-7, dossier « Vem aí a Comunidade Lusíada », transmis par Conceição Neto.

- Je suis d'accord. Je dis que je suis un Portugais né de l'autre côté de l'Atlantique. Et je déclare toujours que j'aime profondément le Portugal.
- *Journaliste* : [Mais dans] la colonisation, le Portugal ne s'est pas beaucoup occupé de la dimension éducative et culturelle...
- Nous devons savoir que les États et leurs programmes sont toujours soumis aux réalités conjoncturelles »¹².

Voici donc le colonialisme réduit à un simple phénomène conjoncturel, afin de ne pas brouiller le message : avec l'intégration du Portugal à l'Europe, c'est bien le Brésil et l'Afrique qui y sont aussi présents, ce qui devrait rehausser considérablement le statut de l'ancienne métropole tant auprès de ses partenaires européens qu'aux yeux des Brésiliens et des Africains. Donc l'objectif est clairement international et moderne; mais le type d'argumentation utilisé n'est pas internationalement recevable, il est à usage interne à la seule « lusophonie maternelle », c'est-à-dire aux seuls Portugal et Brésil à l'exclusion même de l'Afrique ou de l'Asie. Et cela ne laisse pas d'étonner.

... ou luso-brésilianisme blanc?

Comment les Africains, les Goanais ou les Maubères (Timor) pourraient-ils admettre qu'il leur faut s'engager dans

« la défense des valeurs que nous avons reçues du sang, de la langue, de la culture et de l'âme portugaise. Nous sommes une même gens... »¹³,

ou admettre le sempiternel appel bio-ethnique aux origines :

« Je me suis toujours enorgueilli [...] d'avoir mes origines parmi des guerriers et des navigateurs intrépides, des visionnaires et hommes de conviction, des poètes et des artistes [...] ». Nous avons formé un singulier groupe de peuples unis par la langue et par l'âme... Les marins portugais ont porté le verbe et notre sang par tous les méridiens, sous tous les parallèles. La lutte pour l'institutionnalisation de la Communauté des pays de langue portugaise a ces fondements... »¹⁴.

Face à une telle prose, la question est très politique : comment un dirigeant comme José Aparecido qui a été ministre de la Culture mais aussi des Affaires étrangères, ne sent-il pas, en 1995, qu'elle pourrait être considérée comme une véritable provocation aux yeux des anciens colonisés et réduire ainsi les chances de création de la CPLP? Comment ne voit-il pas également qu'elle souligne un tabou bien brésilien, à savoir la nature coloniale et non colonisée du Brésil lui-même – à l'exception des marges indiennes? De tels discours ne sont pas isolés et le même vocabulaire épique, au besoin assaisonné d'une étonnante linguistique

12. Entrevue par Ana Marques Gastão, *Diário de Notícias* (Lisbonne), 24 janv. 1994, reproduit in VIGGIANO, *op. cit.*, pp. 129-135.

13. J.A. de Oliveira utilise le mot portugais *gente*. La nuance avec l'autre manière de dire « peuple », à savoir *povo*, saute aux yeux. Si le *povo* est la communauté de population, la *gente* est l'âme, le sang, le génie de la race au sens latin du mot (article févr. 1995), in VIGGIANO, *op. cit.*, p. 85.

14. José Aparecido de Oliveira, discours d'adieux au ministre portugais des Affaires étrangères Durrão Barroso [févr. 1995], in VIGGIANO, *op. cit.*, pp. 89-91.

évolutionniste, se retrouvera chez d'autres et non des moindres, comme l'ex-président Itamar Franco :

« Le portugais, on le sait, vient du grec [*sic*] – qui à son tour vint du sanscrit –, mais se modifia au long de son lent cheminement vers l'Occident. En Italie il féconda le latin et en fit la langue de la raison politique. Emmené par les lances des conquérants et par les institutions politiques, avant que d'être porté par les prêtres chrétiens, le latin vulgaire allait finir son évolution sur les plages les plus occidentales de l'Europe – au Portugal même, d'où d'audacieux marins le mèneraient jusqu'à notre pays au tournant des xv^e et xvi^e siècles »¹⁵.

À lire I. Franco, on ne sait plus si c'est le grec ou le portugais qui a fécondé le latin – mais le sens de l'évolution civilisationnelle est de telle manière orienté d'est en ouest que l'Afrique ou l'Asie auront du mal à s'y retrouver... On peut naturellement penser qu'une telle déclaration est « *mais uma do Itamar* » (« encore une perle d'Itamar »), mais l'ancien président du Brésil, qui allait devenir ambassadeur de son pays à Lisbonne pour porter la CPLP sur les fonds baptismaux, n'est pas un simple marginal.

Le summum est probablement atteint lors de l'institutionnalisation, celle-là réussie, de juillet 1996. José Aparecido de Oliveira, dans *Guia Brasil*, le bulletin de l'ambassade du Brésil à Lisbonne, non seulement affirme au passage « nous sommes plus de deux cents millions d'êtres humains qui avons adopté la plus belle des langues d'Europe » mais surtout se revendique des

«... Romains qui fondèrent le premier grand empire de la civilisation occidentale [et] enseignèrent *qu'une patrie* ne se fonde point en un unique jour. Rome ne s'est pas faite en un jour. *Ce fut avec cette conscience* qu'au nom du président Itamar Franco j'ai présenté la proposition de création de la CPLP, *refondant nos Patries*. ... Les racines de *notre empire* sont plantées dans le cœur de nos peuples [*"gentes"*], dans nos cultures nationales et dans l'intelligence créatrice et féconde des *peuples lusitaniens* » [souligné par moi, M.C.]¹⁶.

Faire référence à l'empire romain, symbole de la colonisation assimilationniste lors de l'institutionnalisation de la CPLP, il fallait oser. Mais est-ce vraiment la question? Comment des dirigeants politiques investis dans un grand projet international peuvent-ils produire de telles assertions provocatrices? Est-il utile de chercher du côté de la malhonnêteté intellectuelle ou de l'ignorance de l'histoire – certaine au demeurant mais fonctionnelle? La réponse est certainement négative. Ils n'ont pas de raison de vouloir, même inconsciemment, l'échec de leur projet, *ils sont forcément sincères* : c'est le propre de l'idéologie.

Mais cette idéologie relève-t-elle encore du lusotropicalisme? Car quoi qu'on en pense, le lusotropicalisme, dans sa version antiraciste des années trente ou colonialiste des années cinquante et soixante, magnifie le métissage. C'en serait alors ici au minimum la version la plus blanchie, la plus uniquement lusobrésilienne, dans laquelle l'Afrique et le Noir ne sont

15. Itamar FRANCO, « A espuma e a alma do Tejo », *Manchete*, 24 nov. 1994, reproduit in VIGGIANO, *op. cit.*, p. 99.

16. José Aparecido de OLIVEIRA, « Nasce a CPLP », *Guia Brasil* (Lisbonne), 16. juil.-août 1996, p. 4.

que les réceptacles du génie blanc. Le métissage est alors un moyen de la civilisation blanche, et n'est point le produit de rapports sociaux menant à une nouvelle civilisation.

Ce lusobrésilianisme militant, blanc et brésilien, n'en reste pas moins étonnant. On a plus de facilité à comprendre l'ambition portugaise dans la CPLP, le moyen sud-atlantique de dépasser la petitesse du rectangle métropolitain et de calmer les états d'âme que provoque l'intégration européenne à l'identité nationale portugaise, le pansement sur la plaie d'un pays qui, contrairement au Danemark, à la Belgique, à la Hollande ou à l'Autriche, n'en finit pas de refuser d'être tranquillement petit. On a plus de facilité à comprendre que le discours de la CPLP peut être le discours de la nation portugaise. Mais de l'immense Brésil?

Brésil, la nation blanche?

Étroitement luso-brésilien, le recours systématique aux mythes des origines ne renvoie en fait qu'à l'atlantisme portugais lui-même, soit l'exaltation d'une seule des trois composantes habituelles de la nation brésilienne.

On devra accompagner cette constatation de deux questions. Premièrement, ce secteur de l'élite politique brésilienne, enthousiaste (Itamar Franco, José Aparecido de Oliveira, José Sarney, à un titre moindre Fernando Henrique Cardoso), que représente-t-il? Car dans le temps même où il développe son exaltation, on constate le grand désintérêt pour le thème CPLP d'autres secteurs considérables de l'intelligentsia brésilienne. Rien de comparable avec le sursaut national lors de la mort d'Ayrton Senna! Cette indifférence ne passe pas inaperçue au Portugal. L'ancien ministre PSD des Affaires étrangères, Durão Barroso, déclare par exemple – diplomatiquement – qu'il faut « aider à motiver le Brésil » parce que ce pays, « par sa dimension et son statut, a bien souvent d'autres priorités »¹⁷. Par ailleurs il y a aussi au Brésil un autre courant très fort qui préfère le renforcement des liens bilatéraux avec chacun des six autres États lusophones – ce qui assurerait la domination brésilienne – à l'embarras d'une CPLP où le lilliputien São Tomé e Príncipe compte officiellement autant que le géant Brésil, et qui risque de surcroît de compliquer l'intégration latino-américaine.

Mais, deuxièmement, si ces secteurs d'élite étaient vraiment isolés, pourquoi fut-ce le Brésil qui porta le projet de 1989 à 1996 et point le Portugal? Le relatif effacement portugais est bien expliqué par Mário Soares, maintenant libre de ses fonctions présidentielles et de sa parole :

« L'impulsion initiale [...] ne pouvait partir que du Brésil. Pour des raisons diverses : son poids démographique et son immense potentiel économique; sa qualité d'ancienne colonie qui n'a jamais eu de contentieux grave avec le Portugal; et surtout parce qu'un tel projet venu du Brésil ne pourrait jamais être compris par nos frères africains, comme cachant une certaine intention néocolonialiste... la position la plus correcte du Portugal était, dans ce processus, la voie de la discrétion. [...] »

Le Brésil et le Portugal font partie intégrante de la Communauté ibéro-américaine... Il se trouve que le portugais et le castillan sont des

17. *Diário de Notícias*, 18 juillet 1996.

langues latines proches et relativement compréhensibles entre elles. Ensemble les deux communautés représentent plus de six cents millions d'êtres humains, une force incontournable dans le monde du siècle prochain... Entre l'Union européenne, l'Aléna et le Mercosul, sachons construire, en cette vaste zone de l'Atlantique qui nous est si familière, et de si grande importance stratégique, une mer de solidarité; de développement et de paix! »¹⁸

Mário Soares a donc eu de longue date un projet politique et s'est servi du Brésil pour le porter, comme par procuration. La CPLP permet de dépasser un bilatéralisme toujours délicat pour l'ancienne métropole coloniale *via* une communauté supérieure à chacun des États constitutifs. Mais si Mário Soares a bien su convaincre ses homologues brésiliens, c'est évidemment qu'ils y étaient prêts.

On ne peut alors que poser des hypothèses. On peut penser que la faiblesse économique de l'intégration de la CPLP amène à faire de la langue, et donc du portugais et du Portugal lui-même, le mythe porteur de la CPLP. Mais on peut penser aussi – ce n'est pas contradictoire – que l'exaltation manifeste d'une seule des composantes de la nation – José Aparecido de Oliveira parle rarement des Noirs et des Indiens, ne les évoquant qu'à propos du métissage et jamais pour eux-mêmes – indique qu'il y a dans l'élite politique brésilienne des Brésiliens – des Blancs – qui ont un sérieux problème avec la nation brésilienne. Il se produit alors une étonnante et sensible inflation fonctionnelle du mythe portugais au Brésil dans une petite fraction de l'élite, alors que son absence reste la règle dans l'écrasante majorité.

La praticabilité d'un tel discours implique donc que le Brésil ait eu quelques raisons très politiques, voire économiques, de vouloir la CPLP.

La première est la prise de conscience *politique* du fait linguistique, indépendamment de savoir si la langue fonde ou non une communauté ethno-nationale, lié à l'essor économique et démographique du Brésil. Le Brésil et le Portugal exigent que le portugais devienne une des langues de travail de l'Onu et de l'Unesco.

La deuxième réside en ce que, dans le nouveau contexte des multimédias, la langue est à son tour de manière croissante « marchandisée » : la télévision par satellite et câbles, l'internet qui rend possible la vie d'associations professionnelles dont les membres sont éparpillés, l'industrie informatique, les éditions de livres, de disques compacts et de CD-Rom, etc. La langue dessine d'elle-même les contours d'un gigantesque marché, même si l'on ne saurait rêver de contester la suprématie nippo-américaine.

La troisième est que le gigantesque potentiel économique du Brésil a été rendu plus crédible après la réussite du plan *Real* de Fernando Henrique Cardoso, qui assura son élection face au candidat du Parti des travailleurs. Il permet au Brésil de commencer à exprimer tout haut ses aspirations non seulement à un poste permanent au Conseil de sécurité, mais aussi au G7. Le Brésil s'est d'ailleurs senti encouragé par les déclarations de Jacques Chirac en ce sens lors du sommet de Lyon, début 1996. Si la Russie chaotique assiste au G7, si la Corée du Sud est admise à l'OCDE, comment le Brésil pourrait-il ne pas se sentir interpellé?

18. Mário SOARES, « Um projecto para o século xxi », *Diário de Notícias*, 17 juil. 1996.

La quatrième est qu'il y a, au moins dans certains secteurs de l'élite politique brésilienne, une revalorisation réelle du Portugal : parce qu'il est devenu un pays européen en mutation rapide; parce que pour la première fois depuis très longtemps, le Portugal est à nouveau un pays d'émigration brésilienne¹⁹; parce que les Brésiliens constatent la forte concurrence des Portugais avec leurs propres projets en Afrique lusophone; enfin, parce que les Brésiliens craignent la concurrence montante de l'Afrique du Sud, en particulier en Angola. Depuis toujours, l'Angola est, pour le Brésil, la perle de l'Afrique; or le Mozambique ayant adhéré au Commonwealth, il faut à tout prix empêcher l'Angola d'en faire autant, afin d'éviter une entrée massive de capitaux anglo-saxons et sud-africains dans ce pays. Malgré la concurrence avec le Portugal, l'alliance s'impose pour éviter l'éloignement de Luanda.

Cette argumentation peut parfaitement se conjuguer avec celle des « raisons économiques modérées ». La plupart des analystes convergent pour refuser l'hypothèse radicale, celle d'une CPLP zone d'intégration économique ou même zone de commerce libre²⁰. En revanche ils insistent sur la formation d'un cadre linguistico-culturel et technique élargi sur lequel pourrait reposer, à terme, un renforcement des relations économiques. On fait remarquer le récent – mais réel – essor des exportations et investissements brésiliens au Portugal. La CPLP pourrait ainsi devenir, par la présence de ses États membres dans d'autres ensembles régionaux – Union européenne, Mercosul, SADC, UEMOA²¹ –, un moyen de pénétration de ces ensembles régionaux par les États de la CPLP qui n'en font pas partie : chaque État serait la tête de pont des autres dans l'ensemble donné. Deux accords établis par l'Union européenne – qui inclut le Portugal – semblent donner raison à cette argumentation : l'accord-cadre inter-régional de coopération économique et commerciale avec le Mercosul – qui inclut le Brésil – et la convention de Lomé – qui inclut les PALOP – regroupent la totalité des États membres de la CPLP²².

Mais elle se heurte à deux réalités. Premièrement l'état de délabrement des PALOP, qui ne les constitue ni en véritable marché ni en acteur dynamique, impose d'abord leur récupération économique et sociale. Or cette récupération ne produira pas nécessairement un rapprochement avec le Portugal et le Brésil. Deuxièmement, on sous-estime la capacité d'entreprises tierces à pénétrer directement les marchés régionaux importants. Les entreprises françaises n'ont guère eu besoin de passer par le Portugal pour investir en Angola; nombre d'entreprises brésiennes préfèrent passer par l'Espagne pour investir en Europe; et grâce à la convention de Lomé, les PALOP n'ont pas besoin du Portugal pour établir leur relation avec l'Europe... Mais on ne saurait exclure que la CPLP induise une sorte de « pesanteur dynamique » qui, en renforçant les rapports professionnels et la mobilité intra-lusophone des ressources

19. Il y avait 19 901 Brésiliens résidents légaux au Portugal en 1995 (statistiques du *Serviço de estrangeiros e fronteiras*).

20. *Negócios da lusofonia – relatório e conclusões*, Lisbonne, Fórum dos empresários de língua portuguesa, 1996, cité par Manuel Ennes FERREIRA & Rui ALMAS, *op. cit.*, p. 43.

21. Le *Mercosul* ou *Mercosur* réunit les pays du cône sud de l'Amérique latine : Brésil, Paraguay, Uruguay, Argentine et Chili. La *Southern African Development Conference* regroupe tous les anciens pays de la « Ligne de Front » d'Afrique australe plus l'Afrique du Sud. Enfin, l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain est une organisation de la zone franc, à laquelle la Guinée-Bissau devra adhérer en cas de rattachement.

22. Discussion détaillée de ces points in FERREIRA & ALMAS, *op. cit.*

humaines des entreprises des Sept, provoquerait des synergies et des alliances ou, au moins, serait un facteur parmi d'autres dans le jeu de la concurrence mondialisée. En tout cas, on peut comprendre que tel soit l'espoir d'entreprises, d'économistes ou d'hommes politiques brésiliens ou portugais.

La CPLP, discours de la nation portugaise

Le lusotropicalisme portugais est en effet le « versant sud » de l'atlantisme traditionnel du Portugal, exprimé dans le nouveau contexte des indépendances africaines et de l'Europe. Il s'intègre à l'idée même de la nation portugaise pour faciliter l'intégration à la géante Europe et le voisinage avec l'Espagne. Le Portugal étant fort de sa modernité nouvelle et de sa position de représentant de la lusophonie mondiale, la frontière avec l'Espagne peut ne plus être une barrière mais une soudure. S'il y a toujours au Portugal des « bouffées » de vieux sud-atlantisme, ce n'est pas tant pour contester l'Europe que pour se rassurer alors qu'on s'y intègre dans le cadre du paradigme de la modernisation. On ne s'étonnera donc pas que continue de façon extrêmement vivace le vieux mythe sur le « métissage sans équivalent » produit par la colonisation portugaise et selon lequel, bien évidemment, ce métissage est la preuve du « caractère non raciste » de ladite colonisation. Ce mythe est fortement répandu dans l'opinion, des dirigeants à l'homme de la rue – ce qui n'empêche point le racisme de se manifester de manière croissante contre les immigrants originaires des anciennes colonies²³.

Sans doute sous l'influence du mimétisme de l'« Afrique d'expression française », nombre de Portugais utilisent la formule « pays africains d'expression portugaise » pourtant explicitement refusée par les Pays africains de langue officielle portugaise. Si le sigle PALOP s'est imposé, on feint de n'en point saisir le sens : ces pays *ne sont pas* d'expression portugaise mais utilisent la langue non maternelle et non fondatrice d'identité comme outil pour l'expression africaine²⁴. L'important n'est pas qu'ils aient raison ou tort sur ce point. Il réside dans la manière dont les élites des PALOP expriment leur regard sur elles-mêmes, et dans la manière dont les Portugais portent leur regard sur ce regard de l'Autre. Adriano Moreira, l'ancien ministre rénovateur de Oliveira Salazar au début des années soixante et qui intervient de façon très vigoureuse dans le débat actuel, parle ouvertement de « communautés de culture portugaise »²⁵ pendant que *O Independente* ne craint pas de titrer un article : « Monde

23. Par exemple : « Os colonizadores portugueses foram os que mais se mestiçaram », entrevue de José Fernandes Fafe, *Diário de Notícias*, 11 octobre 1992, pp. 1-3 (« Les colonisateurs portugais sont ceux qui ont le plus pratiqué le métissage »). La phrase n'est pas le titre donné par un journaliste mais figure bien dans l'entretien. Le *DN* publie avec d'autant plus de plaisir cette explication sur la supériorité portugaise qu'il s'agit en fait de la traduction d'une entrevue en espagnol à la revue *Todo es Historia* publiée en Argentine, pays dans lequel, précise le *DN*, « l'hégémonie espagnole est bien connue » (Transmis par Conceição Neto).

24. Pour ne citer qu'un exemple très récent, cf. P. LARANJEIRA, *Literaturas de expressão portuguesa*, Lisbonne, Universidade Aberta, 1995, 423 p. À noter aussi, en France, le dossier de la revue *Les langues néo-latines* (Paris) consacré à « L'Afrique d'expression portugaise, quelques aspects », LXXXIX, 292-293, 1995, pp. 125-172.

25. A. MOREIRA, « As comunidades de cultura portuguesa », *Diário de Notícias*, 2 juil. 1996.

CPLP/Portugal d'outre-mer »²⁶. Point n'est besoin d'une longue psychanalyse pour entrevoir le ronronnement de plaisir du pigiste du grand hebdomadaire *Expresso* qui, relativement à l'intérêt pour la CPLP de la Guinée équatoriale dont deux îles, portugaises jusqu'en 1778, Fernando Pó et Ano Bom, parlent un créole d'extraction portugaise (la « Fa d'Ambú »), titra un petit article de la manière suivante : « La Guinée espagnole [*sic*] veut adhérer à la communauté portugaise [*sic*] ». Et cette volonté de l'Espagne d'adhérer au Portugal était confirmée par la précision du sous-titre, il est vrai plus classique : « Mouvements en Galice dans le même sens »²⁷.

La propagande de la CPLP permet aussi à la nation portugaise de réagir à ce qu'un journaliste appela « les doses européennes intensives » à laquelle elle fut soumise : à savoir un paradigme de la modernisation si puissant qu'il a comme déséquilibré l'identité nationale. La déclaration d'intention de David Borges, artisan de la nouvelle station de radio *RDP África*, est très significative comme exemple de rupture moderne, mais seulement partielle, avec le vieux lusotropicalisme, pour immédiatement en fonder un nouveau :

« Comment comprendre [...] que nous ayons un minicentre culturel à Maputo et que la France ait un macro-centre? Le Portugal place l'Afrique dans son horizon pour des raisons économiques [...], seulement des intérêts immédiats. C'est une relation guère plus que conjoncturelle. Mais ensuite, nous maltraitons les personnes de couleur dans les aéroports, nous les recevons mal parce qu'elles sont de couleur. Je comprends que le Portugal ne puisse ouvrir les frontières à tout le monde. Mais de là à maltraiter les personnes... Une fois, une Brésilienne qui a eu des problèmes à l'aéroport m'a raconté qu'elle s'était sentie dans la même situation que si, lors d'une visite à son grand-père, elle avait été mal reçue²⁸. Comment pouvons-nous maltraiter des personnes qui ressentent une *relation familiale envers nous*?

[L]es Portugais se sont laissés écartier d'un *espace où ils se mouvaient affectivement*, à savoir l'Afrique, ceci dit sans aucun paternalisme. Et quand actuellement des radios comme la Voix de l'Amérique ou Radio France internationale sont chaque fois plus actives en Afrique, qu'a fait le Portugal? [Ce désintérêt pratique est une conséquence des] doses intensives d'Europe auxquelles nous avons été soumis. Nous sommes chaque fois plus européens, dans nos gestes, nos ambitions. Alors le Portugal est très nerveux quand il entend parler de l'adhésion du Mozambique au Commonwealth. Qui fut quelque chose de naturel, d'absolument pas dramatique. Le Portugal s'affirmera par l'affectivité, par la langue, mais point au nom du

26. « Mundo CPLP/Portugal ultramarino », *O Independente*, 12 juil. 1996.

27. « Guiné espanhola quer aderir à comunidade portuguesa. Movimentações da Galiza no mesmo sentido », *Expresso* (Lisbonne), 13 juil. 1996. L'intérêt des autorités équato-guinéennes pour la CPLP et, sans doute, pour les financements brésiliens, ne saurait être confondu avec un respect des deux îles luso-créoles laissées dans un état catastrophique et dont l'autonomisme latent est vigoureusement réprimé. Cf. I. GOROZPE, « Reivindicación política y particularismo en Annobón », *Lusotopie 1995*, pp. 251-258

28. José Aparecido de Oliveira arrive comme ambassadeur du Brésil à Lisbonne le 11 janvier 1993 et se trouve immédiatement (24 janvier) confronté au scandale des mauvais traitements infligés à l'aéroport de Lisbonne à onze immigrants brésiliens refoulés dans le cadre de l'application de la nouvelle loi sur l'immigration découlant des accords de Schengen. Puis arrive l'« affaire des dentistes » brésiliens, dont l'association portugaise d'odontologie refusait de reconnaître les diplômes, et donc la concurrence. D'autres mauvais traitements s'étaient multipliés contre des Africains.

passé ou de l'intimité ou d'autres choses du même genre. *Par l'affinité naturelle* » [souligné par moi, M.C.]²⁹.

Au lieu du lusotropicalisme grandiloquent qui provoque le plus souvent l'absence d'effort pour connaître l'Afrique puisqu'elle serait déjà « instinctivement connue », le journaliste présente un projet cohérent : ne pas seulement émettre des programmes portugais vers l'Afrique, mais produire à Lisbonne des émissions africaines pour les diffuser tant au Portugal que vers l'Afrique et développer ainsi l'« affinité ». Le lusotropicalisme revient cependant au galop, puisque le Portugal reste caractérisé par une « affinité naturelle » avec l'Afrique qu'il faut certes préserver et même reconstruire mais qui n'en reste pas moins sa méthode et sa manière d'être.

Le Portugal a besoin de cette « tension fondatrice » de son identité nationale contemporaine, d'autant plus que pointe l'inquiétude du moment de vérité de 1999, quand l'Union européenne devra resserrer les cordons de la bourse pour les ouvrir à l'Europe de l'Est³⁰. Il n'est donc que temps de grossir afin de contrecarrer, non point à dix mais à deux cents millions, les tentations orientales de l'Europe communautaire.

L'Afrique méfiante et défiante

Face au discours « linguistique », voire bio-ethnique, sur la CPLP, les Africains ne peuvent que ressentir un malaise. Et indépendamment de leurs choix personnels ou de leur capacité à manier la *Real Politik*, les chefs d'État ne sont pas entièrement libres car le débat intérieur devient vite passionnel, questionnant l'identité nationale elle-même.

Cependant de ce point de vue la situation n'est pas la même aux îles du Cap-Vert, en Angola ou au Mozambique.

Débat dans la nation capverdienne

Dans l'archipel macaronésien, la CPLP réactualise le débat sur l'africanité de la nation créole, déjà avivé en 1991 lors des premières élections pluralistes qui virent la défaite du PAICV (*Partido africano da independência de Cabo Verde*) et la victoire écrasante du MpD (*Movimento para a democracia*). La tradition « africaniste » issue de la guérilla menée sur le continent fut remise en cause, au moins dans son exclusivisme. Une créolité indissociablement liée tant à l'Afrique qu'au Portugal et aux Amériques – du Nord comme du Sud – fut réaffirmée, et le nouveau drapeau du pays rappela furieusement celui de la Communauté européenne.

Quand José Aparecido de Oliveira, alors ambassadeur à Lisbonne, propose au nom du président Itamar Franco à ses collègues du corps diplomatique des PALOP accrédités dans la capitale portugaise, la constitution de la CPLP (9 mars 1993) puis visite la Guinée-Bissau (28 mars-5 avril), São Tomé (27-28 avril) et les îles du Cap-Vert (8-13 mai), il peut se féliciter du soutien officiellement enthousiaste de Bernardo Vieira, de

29. D. BORGES, *Diário de Notícias*, 1^{er} avril 1996.

30. Cf. J. Martins PERREIRA, « Pode Portugal viver sem as colónias?... sem os subsídios ? », *Lusotopie* 1996, pp. 461-464.

Miguel Trovoada – alors coordinateur du sommet des Cinq – et d'António Mascarenhas Monteiro.

La présence de José Aparecido de Oliveira à Praia en tout cas lui attire la réponse suivante de José Leitão da Graça, dont les arguments ne pourraient pas être indéfiniment absents du débat. C'est un nationaliste depuis le début de la lutte de libération qui n'est membre ni du MpD au pouvoir, ni n'a rallié le PAICV dans l'opposition :

«... l'appellation Communauté des États de langue portugaise est plus conforme à la réalité sociale des PALOP que celle de Communauté des peuples de langue portugaise qui a la préférence de l'ambassadeur du Brésil au Portugal³¹. Effectivement, [...] seule une minorité parle et écrit en portugais. ... En un mot, Communauté d'États... , non de peuples. ... Si elle se concrétisait, la proposition brésilienne aviverait [...] les préjugés hostiles à l'idée de l'unité africaine et à l'africanité, encore vivaces [...] qui dans un passé encore bien récent se manifestèrent [par] l'idéologie et la politique de la contiguïté³² du Cap-Vert à la métropole et, ensuite, aux Communauté ou Fédération spinolistes. Au fond, la proposition brésilienne n'est autre que l'actualisation de cette idéologie. D'autre part la proposition soulève des doutes fondés quant à sa générosité par son invocation [de] Gilberto Freyre, suspect aux yeux des nationalistes africains à cause de sa complicité avec le régime colonialiste de Salazar et de son élaboration d'une théorie du lusotropicalisme. [Dans son œuvre *Aventura e rotina*] l'illustre sociologue a piétiné la langue capverdienne, ce qui lui valut la réaction [de] Baltasar Lopes da Silva. ... Ce n'est pas par le biais des langues européennes que l'Afrique pourra s'unir... Institutionnalisée de cette manière, la lusophonie renforcerait certainement la dépendance des PALOP envers le Portugal associé au Brésil ».

Et, reconnaissant que « la séculaire domination coloniale a laissé ici et là des valeurs qui, débarrassées de leur charge obscurantiste, devront être préservées » mais que, pour cela, « la Communauté sera un frein », d'ajouter perfidement :

« Quelle protection à l'enfance pourra-t-on espérer venant de pays où les enfants vivent dans la rue, ce qui atteint le niveau d'un fléau national? De pays où nos émigrants ou frères noirs et indiens sont victimes du racisme?... »³³

En clair, José Leitão da Graça énumérait tous les arguments que José Aparecido de Oliveira ne pouvait pas même entrevoir, vu l'idéologie dont il est porteur. L'africanité passe avant la lusophonie pour Leitão da Graça.

On aurait pu penser que le PAICV, héritier légitime du PAIGC (*Partido africano da independência de Guiné e Cabo Verde*), présenterait la même analyse. Or il n'en est rien : Pedro Pires, l'ancien Premier ministre et dirigeant de l'opposition, accepte volontiers la CPLP, précisément dans son argumentation linguistique :

« La langue portugaise est le ciment qui lie les peuples de la CPLP. L'élément fondamental de la création de la Communauté est le désir

31. C'est-à-dire José Aparecido de Oliveira.

32. La « contiguïté » (*adjacência*) défendait pour le Cap-Vert le statut d'autonomie dont jouissent, au sein de la République portugaise, les Açores et Madère. L'*adjacência* fut défendue en 1974 par des Portugais installés au Cap-Vert et aussi par quelques Capverdiens.

33. J. Leitão da GRAÇA, « A dialéctica das Comunidades na nova ordem internacional em construção », *A Semana* (Praia) mai 1993.

et la nécessité de défense et de valorisation de *notre langue commune*.
[souligné par moi, M.C.] »³⁴.

Ce faisant, il est fidèle à l'orientation originelle d'Amílcar Cabral et des autres dirigeants de la Conférence des organisations nationalistes des colonies portugaises des années soixante qui avaient décidé de se servir de la langue coloniale contre le colonialisme – en « cohérence sociologique » parfaite avec l'élite créole de langue portugaise maternelle dont ils étaient le plus souvent issus... Cette revendication d'un fondement linguistique de la CPLP rappelle le vieux fonds tiers-mondiste dont la révolution portugaise des $\text{\textcircled{E}}$ illets fut elle-même porteuse : le portugais est outil identitaire de résistance aux blocs dominants, anglophone et francophone, et mieux vaut de ce point de vue être lié au Portugal (la périphérie du centre) et au Brésil (le centre de la périphérie) que soumis aux États-Unis ou à la France (le centre du centre). Il est d'ailleurs plausible que P. Pires utilise la CPLP comme argument de critique du gouvernement du MpD contre le rapprochement que celui-ci opère simultanément avec la francophonie.

Mais au-delà des divergences, il faut remarquer que le questionnement provoqué par la CPLP sur la nation capverdienne est un débat sur *l'identité de la nation elle-même*, sur l'identité de *toute* la nation et non point sur le fait de savoir *qui* appartient ou n'appartient pas à la nation. Or c'est très précisément ce débat dévastateur qui se produit en Angola, la ligne de clivage entre partisans et adversaires de la CPLP calquant tendanciellement l'imaginaire manipulé de l'opposition entre « indigènes » noirs (membres de la nation) et « fils de colon » métis ou blancs (étrangers usurpateurs de l'angolanité).

Débat sur la nation angolaise

Le Président angolais devait se positionner en fonction du débat interne à son pays pour le rentabiliser au mieux de ses intérêts. Le débat à propos de la CPLP vint en effet raviver dans l'élite les polémiques incessantes sur le couple angolanité/africanité, dans un contexte de forte ethnicisation des conflits politiques. La CPLP rétablissant en quelque sorte un lien organique avec l'ancienne métropole – le Brésil est curieusement absent du débat –, la position à son égard devenait signifiante du clivage angolanité/africanité. En effet, les partis porteurs du discours sur l'authenticité et hostiles aux Blancs, « clairs », « métis », « créoles » – tous vocables à géométrie variable – émettaient des positions allant des doutes à l'hostilité ouverte à l'institutionnalisation. Le FNLA (*Frente nacional de libertação de Angola*) « s'insurgea » contre l'adhésion à la CPLP « sur la base que des gouvernements en fin de mandat ne réunissent pas le consensus nécessaire » pour prendre des décisions aux « profondes implications politiques et économiques »³⁵.

Si l'UNITA (*União nacional para a independê, cia total de Angola*), très hostile à la créolité, n'a jamais cependant contesté le rôle utilitaire de la

34. P. PIRES, « Cooperação descentralizada em bases pragmáticas », *Expresso*, 13 juil. 1996.

35. *Diário de Notícias*, 18 juil. 1996. Le Front national de libération de l'Angola fut une composante fondamentale du nationalisme angolais mais s'effondra en 1976, l'UNITA (*União nacional para a independência total de Angola*) ayant l'hégémonie de la guerre contre le MPLA (*Movimento popular de libertação de Angola*).

langue portugaise³⁶, pour les partis bacongos tout autant indigénistes, cela se doublait du fait qu'aire culturelle pour aire culturelle, la lusophonie pouvait leur paraître encore plus étrangère que la francophonie (congolaise et zaïroise). La CPLP était ainsi doublement négative : initiative propre d'une certaine couche sociale (« créole »), mais également, en tant que décision de la Présidence, manifestation du pouvoir antidémocratique – soutenu par cette même couche sociale. Cette ambivalence explique sans doute la paralysie de la coalition des *Partidos da oposição civil civil* (POC) qui regroupe quatorze petites formations de la troisième force, dont le FNLA et le FpD (*Frente para a democracia*) dotés de représentation parlementaire³⁷. Cette troisième force, ô combien faible, est elle-même divisée entre « authentiques » (FNLA, partis bacongos...) et « clairs » (ou vus comme tels : FpD, etc.). Le compromis se fit sur l'idée que la Présidence ne pouvait décider seule et que « le peuple devait discuter ». C'est-à-dire que la troisième force ne sauva son unité que par l'adoption d'une position dont la portée pratique était nulle, exprimant la paralysie totale que MPLA, Présidence et UNITA avaient réussi à produire sur les petits segments de l'opposition civile.

Naturellement le débat traversa aussi de fond en comble les sous-fractions politiques et sous-strates socio-ethniques du MPLA. La Présidence ne pouvait que se démarquer de l'accusation d'une CPLP créole et expliquer que son institutionnalisation n'était qu'une initiative diplomatique de portée modérée, non fondatrice d'une quelconque identité. Infiniment plus important était (et reste) pour elle de montrer qu'il n'y avait pas trop de Blancs et de métis au pouvoir : aussi le mois même où elle confirmait l'adhésion à la CPLP, fit-elle voter par le Parlement la notion légale de « races » – ce que le colonialisme portugais n'avait jamais osé faire. Depuis juillet 1996, les Angolais sont légalement divisés en « Blancs », « métis » et « Noirs » puisque, de toute évidence, on ne « saurait avoir honte de sa race » dans le débat sur l'angolanité. Naturellement, la mesure fut discrète, ce qui explique largement qu'elle soit passée inaperçue. Mais on a pu constater que les nouvelles cartes d'identité portent bien la mention raciale. La Présidence pourra ainsi statistiquement montrer qu'elle n'est pas aux mains d'une minorité, et exercer toutes les pressions nécessaires sur celle-ci.

En tout cas, par la teneur fortement anti-portugaise et anti-brésilienne de ses propos du 17 juillet 1996, José Eduardo dos Santos à Lisbonne ne s'adressa pas au Portugal, il lui tint tête pour prouver à destination interne que l'adhésion à la CPLP ne signifiait aucune concession à une quelconque portugnalité. Lui qui ne parle que portugais souligna la « tendance croissante à la revalorisation des diverses langues nationales » qui imposait à la CPLP de ne considérer le portugais que « comme véhicule de communication entre nos peuples et d'accès plus facile à la Science et à la Culture universelle »³⁸. En fait, c'est la CPLP elle-même qui était un simple

36. L'économiste Fátima Roque, qui est alors membre du Comité central de l'UNITA, mais dont on mesure mal le degré de représentativité, s'affirme favorable à la CPLP, *Diário de Notícias*, 18 juil. 1996.

37. Le *Frente para a democracia* est un petit parti dans lequel on retrouve notamment, sur une orientation de démocratie libérale, d'anciens cadres de l'Organisation communiste angolaise, maoïste pro-albanaise, réprimée et totalement détruite par le pouvoir de 1976 à 1979.

38. *Diário de Notícias*, 18 juil. 1996.

« véhicule », elle n'était ni projet ni idéal. Il fit montre également d'une sensibilité accentuée aux problèmes de son peuple :

« L'un des premiers tests de notre Communauté sera de transiter de la rhétorique sentimentale et grandiloquente à l'effort de solidarité et d'entraide capable de restituer la dignité minimale à des millions de citoyens »³⁹.

Mais José Eduardo dos Santos pétrifia littéralement l'assistance en discourant agréablement sur l'histoire de l'Indonésie durant le... siècle! Relativement à Timor, la CPLP devait avoir une simple

« mission de bons offices [pour appuyer le Portugal mais] sans que ceci implique de mettre en cause les relations *que chacun maintient actuellement avec l'Indonésie*, pays qui, dans le cadre du Mouvement des non-alignés, a toujours rempli un rôle actif dans la décolonisation des peuples » [souligné par moi, M.C.]⁴⁰.

Le propos était, apparemment, d'autant plus étonnant que l'Angola est un des très rares pays qui reconnaît encore la République démocratique de Timor-Leste et que Luanda abrite son ambassadeur dûment accrédité – qui fut même un temps le doyen du corps diplomatique dans cette capitale! Il est vrai que l'Indonésie a développé un puissant travail de *lobbying* et de pénétration commerciale parmi les PALOP (*cf. infra*), mais là n'était pas le principal ce 17 juillet 1996 : peu importait le motif, il s'agissait de se démarquer du Portugal *para o angolano ver*⁴¹. L'objectif fut du reste perçu cinq sur cinq par le gouvernement portugais : le Premier ministre Guterres, répondant à ses hôtes, ignore carrément la surprenante position angolaise, s'attardant en revanche sur celle du Brésil, certes peu claire mais moins provocante.

Boudeuse mozambicanité

Au Mozambique, le moins « portugalisé » des PALOP⁴², la CPLP divisa l'élite politique et culturelle, mais sans questionner aussi fortement qu'en Angola l'appartenance de tel ou tel individu à la nation. Il faut dire que les clivages n'y ont pas été aussi communautairement manipulés : on peut être un Mozambicain noir, blanc ou métis et n'être pour autant pas catalogué, selon ces couleurs, pour ou contre la CPLP. En revanche, il est certain que l'enthousiasme pour la CPLP fut inexistant. L'historien António Sopa⁴³ et l'écrivain Mia Couto se prononcèrent avant tout pour la défense de la langue portugaise. Ce dernier donne un « Petit texte » en novembre 1994 à l'ambassade du Brésil à Lisbonne pour le recueil qui devait célébrer la deuxième tentative d'institutionnalisation :

39. Cité in FERREIRA & ALMA, *op. cit.*, p. 35.

40. *Jornal de Notícias* (Lisbonne), 18 juil. 1996.

41. *Para o Inglês ver* (« Pour que l'Anglais voie ») est l'expression traditionnelle portugaise que l'on peut traduire en français par : « de la poudre aux yeux ». Mais on peut la conjuguer sous d'autres nationalités...

42. Selon l'unique recensement effectué depuis l'indépendance, en 1980, seulement 1,24 % des Mozambicains étaient de langue maternelle portugaise.

43. Ce dernier participe, aux côtés d'autres intellectuels mozambicains (Fátima Ribeiro, etc.) à l'*Associação moçambicana da língua portuguesa* qui publie la petite revue *Português em cordel* (n° 1, novembre 1993) dont l'objectif est de faciliter l'appropriation populaire de cette langue, avec un clin d'œil évident à la littérature de cordel brésilienne.

« Au-delà des brumes, des fantômes et des alertes à authentifier, s'imposent la défense et la promotion de la langue portugaise. Cette défense se nourrit d'œuvres concrètes, non de déclarations, de cérémonies, de formalités. Ne servent guère, ou en rien, les lamentations incessantes, l'invocation de difficultés ou d'ennemis qui, en réalité, n'existent qu'en nous-mêmes. Il faut réaliser de manière imaginative des choses petites mais constantes, répartissant les obligations entre les huit nations qui composent cette famille⁴⁴. Nous ne devons pas en rester à la célébration du passé, à l'exaltation des liens historiques. L'histoire se nourrit du présent mais voilà que tant de fois nous restons enchaînés à des complexes de petitesse. Les institutions que nous créerons seront valides si elles s'avèrent vivantes en créant la vie. Tant de fois, cependant, nous confondons le cérémonial et l'acte, pour ne pas savoir engendrer le futur mais toujours gérer la nostalgie et ruminer de stériles héroïsmes du passé. Pessimisme ? Peut-être, mais plein d'espoir »⁴⁵.

Si l'avertissement de l'écrivain mozambicain est sévère et peut-être directement adressé à certaines personnes de l'ambassade du Brésil à Lisbonne, le point de vue reste favorable. Mais des médias comme *Savana*, *MediaFax* et même *Mozambiquefile*⁴⁶ furent loin de l'exprimer. Mon impression est que la CPLP fut vue comme une initiative distante et que l'on fut plutôt ennuyé d'avoir à en causer – alors que l'adhésion du pays au Commonwealth avait à l'inverse été ressentie comme un bon tour joué au Portugal et par conséquent doté d'une douce saveur anticolonialiste (cf. *infra*). Il est piquant du reste de voir comment *MediaFax* retourne, en faveur du Commonwealth et contre la CPLP, l'argumentation lusotropicaliste portugaise habituelle. L'éditorialiste Carlos Cardoso réplique ainsi aux reproches opposés au choix du Commonwealth :

« Nous, nous imaginons une communauté fondée sur une certaine manière de vivre la vie, une communion dans l'enchantement subversif du piripiri, alors que Lisbonne en reste toujours à réduire la Communauté à un exercice de défense d'une langue. Pour quelle fin ce tribalisme linguistique? Que fait-on, finalement, de la tendance portugaise au métissage? »⁴⁷

Cette sympathie pour le Commonwealth s'accompagne d'une dévalorisation de l'importance de l'institutionnalisation de la CPLP. Ainsi l'hebdomadaire *Savana*, édité par la même maison, ne mentionne-t-il aucunement la CPLP dans sa une du 19 juillet, à l'inverse consacrée à une entrevue avec... Samora Machel mort dix ans auparavant, fictivement reconstituée. En page intérieure, Fernando Manuel signe un article intitulé « CPLP. Une communauté sans rien en commun » dans lequel il donne à connaître le point de vue de diverses personnalités :

44. M. Couto ajoute naturellement Timor oriental aux sept États internationalement reconnus.

45. M. Couto, « Pequeno texto » in *Embaixada do Brasil, A Comunidade dos países de língua portuguesa*, Lisbonne, novembre 1994, 68 p., p. 57.

46. *Savana*, *Mozambique Inview* et *Mediafax* sont des publications du groupe indépendant *MediaCoop*, coopérative formée de journalistes qui ont pour la plupart été membres du Frelimo, mais ont fait le choix d'une indépendance et d'un professionnalisme de qualité. *Savana* est devenu le principal hebdomadaire du pays. *Mozambique Inview* est publié en anglais et destiné aux milieux d'affaires ; *Mediafax* est un tri-hebdomadaire diffusé par fax et très lu dans l'élite. Quant à *Mozambiquefile*, il s'agit d'une publication en anglais de l'Agence D'INFORMATION gouvernementale du Mozambique.

47. Carlos Cardoso, *Mediafax*, Maputo, cité par José Pinto de Sá, « Quem tem medo do Commonwealth ? » *Público*, Lisbonne, 26 juillet 1995.

«... selon toute vraisemblance, la Communauté, loin de l'égalité, naît avec deux citoyens de première classe – le Portugal et le Brésil – et cinq de troisième classe : les nations parlant le portugais en Afrique. ... peu avant l'acte formel de création de la CPLP, on annonça l'intention de réaliser tous les trois ans un tournoi de football entre les Sept : les deux citoyens de première classe dans la Communauté y entreraient avec des équipes espoir et les autres cinq... avec les formations principales... : "Sont-ils déjà en train de nous délivrer un certificat d'incompétence?" se demande Luís Guimarães, secrétaire à la culture du Parti de la Convention nationale⁴⁸? Lundi dernier, dans un court et brutal éditorial [...] sous le titre de "Incroyable", *MediaFax* disait simplement "qu'il ne voulait pas même croire cette nouvelle" et faisait un appel : "S'il vous plaît, messieurs les dirigeants sportifs, épargnez à la nation mozambicaine de telles humiliations". Mais outre cette aberration sportive, on dit bien d'autres choses : "À quoi servira cette Communauté? Que nous donnera-t-elle? Rien" [...] prophétise l'écrivain Ungulani Ba Ka Khosa [...]. Et il ajoute : "Les politiques [...] ne se sont pas encore aperçus que des institutions de ce genre partent d'un présupposé : culture". Et comme ce présupposé, dans le cas présent, n'a pas été respecté, le "vote du scribe est non" »⁴⁹.

Cette prise de position d'Ungulani Ba Ka Khosa est d'autant plus intéressante que, dans le débat littéraire mozambicain, il a toujours défendu l'usage de la langue portugaise et même, à la différence d'un Mia Couto, d'une langue de facture classique. Mais pointe aussi le reproche de l'hypercentralisation administrative et ethnique de Maputo :

« Luís Guimarães pose le problème d'un autre point de vue : "À Metangula⁵⁰, ont-ils déjà entendu parler de cette communauté?"... Une critique qui est fréquemment faite au processus qui a conduit à la création de cette communauté est qu'elle n'est jamais sortie des couches supérieures des milieux politiques »⁵¹.

José Luis Cabaço, nationaliste de toujours, ancien ministre de l'information, remarquant qu'« une communauté se crée du bas vers le haut » émit également un jugement pour le moins dubitatif, relatant sa propre expérience :

« il me semble que la CPLP a surgi d'une initiative politique sans aucun substrat de réalisation ». [Le Groupe des Cinq⁵²] eut les mêmes problèmes de « fluence » qui finirent par rendre le projet non opérationnel et inefficace. « Il n'y avait pas de dynamique interne » de fonctionnement, contrairement à ce qui arrive pour la SADC ou la communauté francophone. Ici, dit Cabaço relativement à la CPLP, « tout est théorique » [et il s'agit] d'un « container vide »⁵³.

Mais la critique la plus véhémente sur les plans politique et idéologique vint de Carlos Cardoso, l'éditeur de *MediaFax*, et de l'écrivain Filimone Meigos. Pour Cardoso :

« [Il faut] libérer le Portugal de sa dépendance coloniale : [la manière dont s'est déroulé le processus de formation de cette communauté] révèle seulement combien est lent le processus de décolonisation,

48. Petit parti d'opposition sans représentation parlementaire mais possédant des cadres politiques de qualité. Le PCN (*Partido da convergência nacional*) est souvent vu comme assez proche de la RENAMO.

49. F. MANUEL in *Savana*, 131, 19 juil. 1996, p. 4.

50. Localité de la lointaine province du Niassa.

51. In F. MANUEL, *op. cit.*

52. L'organisation des cinq PALOP.

53. En anglais dans le texte. In F. Manuel, *op. cit.*

principalement au Portugal [qui] continue à vouloir nous enrégimenter dans des espaces dotés d'un centre et d'une périphérie. Autrefois nous étions portugais. Maintenant nous sommes lusophones. Le Mozambique avec cinquante langues [...] n'a pas de quoi être lusophone. C'est la même chose que d'appeler bantou un Français. Le Portugal ne peut le comprendre car c'est un pays monolinguisque. ... Le Portugal veut avoir sa petite zone d'influence et il lui est égal de dépenser un peu d'argent pour aligner les applaudissements des Sept ».

Pourtant et de manière surprenante, il ne condamne pas définitivement la CPLP. Simplement, elle doit être pragmatique, un projet, sans chercher à se fonder sur des mythes refusés par au moins une partie des intéressés :

« La CPLP doit être essentiellement culturelle [parce que] le nationalisme conçu comme lutte pour l'indépendance est dépassé. Aujourd'hui, culturellement parlant, nous sommes moins nationalistes qu'auparavant »⁵⁴.

En fait le problème posé est celui de la lusophonie, vocable certes utilisable mais qui recouvre des réalités socio-linguistiques totalement différentes qu'une certaine volonté politique tend à homogénéiser comme groupe de pouvoir. La situation va depuis le portugais langue maternelle (Portugal, Brésil), jusqu'au portugais langue étrangère (Mozambique, intérieur angolais, Macao...) en passant par le portugais langue seconde (São Tomé, Luanda, Maputo). L'Afrique ne peut que refuser la « lusophonie » car elle ne parle pas, ou guère, ou pas seulement, le portugais : ce qui signifie que *la langue portugaise ne la définit pas*. Or c'est très précisément et invariablement de cette manière que Portugal et Brésil présentent le dossier. La réponse de l'écrivain Filimone Meigos est cinglante, à commencer par le titre de son article : « CPLP? bwê de maningue makas, I think so : voilà »⁵⁵ :

«... l'élément de cohésion évoqué est [...] une langue qui, dans notre cas, n'est même pas parlée par la majorité... Selon Jaime Gama⁵⁶ [...] : "le gouvernement portugais va donner tout son appui à la création d'une lusophonie, à l'image de la francophonie et de l'anglophonie", et il dit de plus : "Nous faisons partie de l'Union latine où nous sommes la deuxième puissance linguistique". Voici comment se pose la question, du moins pour le Portugal. ... Je suggère au ministre Gama que lors de sa prochaine venue au Mozambique il aille jusqu'au plateau de Mueda demander à mes frères macondes⁵⁷ s'ils veulent être latins. En vérité ce qui se passe est qu'un pays comme le Portugal, périphérie de la périphérie, prétend être aujourd'hui le protagoniste d'un processus que l'histoire a refermé... Et parce que le Portugal est pauvre il a un train de retard, aussi à mon avis n'a-t-il aucunement la force de tirer qui que ce soit, au contraire il doit être tiré... »⁵⁸.

La fierté mozambicaine a toujours mal accepté d'avoir été colonisée (et créée...) par une métropole pauvre, plutôt que, par exemple, par la Grande-Bretagne... Mais la question posée n'en est pas moins fondamentale :

54. *Ibid.*

55. Mélange volontaire, outre l'anglais et le français, de portugais populaire de Luanda (*bwê/makas*) et Maputo (*maningue*) : « CPLP ? Des confusions en pagaille, rien que ça, voilà ! », F. MEIGOS, *Savana*, 131, 19 juil.1996, p. 31.

56. Ministre portugais des Affaires étrangères.

57. Groupe ethnique du nord-est du Mozambique.

58. F. Meigos, op. cit.

la CPLP peut-elle reposer sur une réalité socio-linguistique peu prégnante, ne risque-t-elle pas de démarrer sur la base d'un paradigme historiquement dépassé? Ces questions prêtent à tout le moins à débat, un débat que les segments d'élites portugaises et brésiliennes favorables à la CPLP se montrent incapables de mener.

La semaine suivante, la CPLP apparaît tout en bas de la une de *Savana*, sous un bandeau : « Chissano parle de la CPLP ». Mais, en pages intérieures, l'entrevue du Président avec un journaliste n'en dit pratiquement rien! En fait Joaquim Chissano parle plus du Commonwealth que de la CPLP et ne parle de la seconde qu'en référence au premier : « Il n'y a pas plus de danger dans la coopération avec le Commonwealth que dans celle que nous allons développer avec la CPLP »⁵⁹.

Et de préciser que la liaison avec l'Angleterre a été créée par le Portugal lui-même, avec les compagnies à charte, les chemins de fer vers l'*hinterland* britannique, la conduite à gauche décidée par le pouvoir colonial, etc. Enfin il ajoute de manière assassine que le Mozambique est tout à fait disposé à voter pour la... Suède au Conseil de sécurité! Manière de bien faire comprendre qu'au-delà des grands discours lusotropicalistes, l'aide suédoise dépasse celle du Portugal – même si finalement l'impertinente ancienne colonie votera pour son ancienne métropole comme la quasi-totalité des pays africains.

Cette tonalité anti-CPLP de *MediaFax* et de *Savana* provoque cependant le débat et António Coelho critique de manière acerbe l'argumentation des contradicteurs :

« Réellement, penser les choses avec cette légèreté et se laisser entraîner par je ne sais quels motifs secrets et complexes, donne lieu à des affirmations plus que gratuites et complètement déplacées. [On martèle] la fatigante et monotone chanson du néocolonialisme et Monsieur Carlos Cardoso semble vouloir devenir le choryphée d'une "campagne" pour "libérer le Portugal de sa dépendance coloniale". Ne pense-t-il pas que cette campagne est un peu retardataire après vingt-et-un ans d'indépendance du Mozambique? Qui doit se libérer de cette dépendance? Le Portugal ou certaines personnes? Quand ces personnes se libéreront-elles du fantasme du colonialisme et se résoudront-elles à apporter leur contribution sur un pied d'égalité avec tous et sans tenir compte de leur casquette... La communauté maintenant formée sera ce que les pays participants et nous tous en feront »⁶⁰.

Et voilà une pierre dans le jardin, notamment, de Mozambicains blancs, qui feraient bien de se libérer de leur « complexe » et de leur « dépendance » et cesser, pour prouver éternellement leur mozambicanité, d'être des radicaux de l'anti-portugalisme! La CPLP n'est pas pour autant définie positivement. Affleure ici le débat communautaire, cependant en des termes sans comparaison avec ceux de l'Angola. Si les Mozambicains blancs – comme les Angolais blancs, du reste – n'expriment pas du tout un point de vue homogène sur la question, il est certain cependant que leur « positionnement » psychologique est spécifique, qu'ils soinet pour ou contre la CPLP, il leur est difficile de l'appréhender de manière empirique

59. E. MASCARENHAS, « Chissano fala da CPLP e da Commonwealth », *Savana*, 132, 26 juil. 1996, pp. 16-17. On notera que le titre en page intérieure est plus complet que le bandeau de la une.

60. A. COELHO, « A mal-amada CPLP », *Savana*, 132, 26 juil. 1996, p. 16.

comme le font la plupart des dirigeants noirs. Les Mozambicains blancs, d'origine portugaise le plus souvent à la génération immédiatement antérieure, n'ont pas d'autre patrie que le Mozambique mais ont vécu personnellement, intimement, la rupture avec l'ancienne métropole : ils ont fait un choix de vie que les Mozambicains noirs n'ont pas eu à faire. Il n'est donc pas étonnant que, quelle que soit leur opinion, la discussion sur la CPLP leur apparaisse plus comme une discussion sur un lien organique avec le Portugal que sur une aire politico-linguistique à construire.

Quelques polémiques donc, dans l'élite intellectuelle et intégrée de la société civile mozambicaine. Mais le soufflé déjà bien modeste retombe très vite. L'édition d'août de *Mozambiquefile*⁶¹ est muet sur la CPLP. En novembre, lors du dixième anniversaire de son accession à la Présidence, Joaquim Chissano longuement interrogé⁶² par les journalistes ne dit pas un mot, ne fait pas une allusion, à la CPLP!

Le soutien des « anti »

En revanche, les prises de position de l'opposition mozambicaine ne sont pas comparables à celles de l'Angola. Si, comme on l'a vu, le petit PCN émet des doutes sur la forme, la RENAMO approuve la CPLP, et Afonso Dhlakama l'a fait savoir très tôt. Ainsi, il y a du piquant à voir l'ancien chef de guerre se targuer d'avoir un point de vue sur... l'accord orthographique. En 1993 – donc avant même la démobilisation de ses guérilleros, avant sa « victoire de légitimation » aux élections législatives et présidentielles d'octobre 1994 – il déclare :

« Dans le cas des PALOP, plus qu'un patrimoine culturel de première importance, [la langue portugaise] est un des grands instruments auxquels peuvent recourir ceux qui défendent la cohésion nationale. Dans ces pays, le portugais coexiste avec des *idiomes* et des *dialectes* qui constituent aussi un très riche patrimoine à préserver. Mais dans les grands territoires d'Angola et du Mozambique, cette langue que nous avons héritée de notre histoire commune représente la seule possibilité de communiquer entre nous tous. Elle est un facteur puissant pour unir et agréger des cultures et des peuples divers sous des sentiments communs de patriotisme et de nationalité. En ce qui concerne le Mozambique, je voudrais affirmer que je considère la langue, juste après la paix, comme *le grand facteur structurant de la reconstruction nationale*. ... l'histoire a laissé entre nos mains (et pourquoi ne pas oser dire dans nos cœurs?) cette langue qui va être décisive pour le futur que nous construisons » [souligné par moi, M.C.].

Non seulement il reproduit la hiérarchisation sémantique entre les « langues » (européennes), et les « dialectes » ou « idiomes » (africains) mais, lui qui s'est toujours battu contre la domination des « gens du Sud » au pouvoir grâce au FRELIMO, affirme ici exactement la même conception uniformisante de la nation et le rôle de la langue portugaise comme producteur d'identité. *Il ne dispose pas d'autre paradigme national que celui de l'ennemi qui reste son modèle*. On peut se demander pourquoi cependant il juge *utile de dire* qu'il approuve l'Accord orthographique luso-brésilien :

61. *Mozambiquefile*, 241, août 1996.

62. Entretien par S. MOYANE, « Chissano fala dos seus dez anos na Ponta Vermelha », *Savana*, 147, 8 nov. 1996, pp. 1-5.

« Il y a déjà quelque temps, les sept pays parvinrent, à la suite de difficiles négociations politiques et techniques, à l'élaboration d'un document appelé Accord orthographique. Il sera important pour permettre à tous l'usage des mêmes règles, empêchant des dégénérescences bâtardes et valorisant la langue commune au sein de la communauté internationale. Mais outre cette évidence, j'attribue à cet Accord une autre dimension. ... Parce que le document en lui-même et le processus qui l'a engendré témoignent de la reconnaissance incontestable que nous sommes liés les uns aux autres, que nous avons des intérêts communs... Nous attendons donc beaucoup de l'action du Portugal, de l'action qui est à sa portée, dans bien des domaines. Nous assumons appartenir à cette communauté... Nous assumons sans complexes les liens que l'histoire a tissés et qui maintenant, d'une manière nouvelle, nous unissent »⁶³.

Cela renvoie à toute la psychologie de la guerre civile mozambicaine. De 1977 à 1992, elle n'a pas, comme en Angola, exprimé la rivalité d'élites aux trajectoires ethniques, religieuses, sociales, économiques et internationales différentes et fondées à se battre « également » pour la propriété de l'État moderne. Au Mozambique, le FRELIMO a monopolisé la représentation politique des segments nationalistes de l'élite moderne dont l'écrasante majorité se trouvait dans la capitale – les autres segments de l'élite, au centre et nord du pays, ayant été marginalisés par toute l'histoire du XX^e siècle colonial et par le mouvement de libération lui-même. La guerre civile angolaise exprime la rivalité entre les élites du pays, et la guerre civile mozambicaine la dissidence militarisée des marginalités contre l'élite moderne. Le cadre psychologique est totalement inverse : dans le premier cas, FNLA, UNITA et d'autres partis d'opposition disputent au MPLA le monopole de la nation; dans le second la RENAMO veut entrer dans la nation du FRELIMO.

Voilà pourquoi le chef de guerre considère important de prendre position sur ce qui relève du monde de l'écrit, c'est-à-dire du FRELIMO, et reproduit peu ou prou le discours linguistique jacobin – en contradiction flagrante avec d'autres points de son programme. Il déclare faire de l'adhésion à la « communauté » un idéal ou au moins un projet, alors que Joaquim Chissano ne s'y engage que par pragmatisme.

Le pragmatisme bissau-guinéen

De ce point de vue, le discours de la Guinée-Bissau mérite attention. En effet, c'est un petit pays qui reste assez fortement lié au Portugal dans le commerce. Cependant, bien que doté d'une importante élite créole, ce n'est pas, à l'inverse des îles du Cap-Vert ou de São Tomé e Príncipe, une nation créole mais un État d'Afrique continentale et lignagère. On le sait, il est entouré de « francophonie » et même la seule « lusophonie » de la région, le Cap-Vert, lorgne aussi vers cet ensemble. La CPLP semble bien alors pouvoir y être un outil de résistance identitaire, comme l'exprime le ministre des Affaires étrangères Fernando Delfim da Silva un mois avant l'institutionnalisation :

« Comme il y a des États voisins qui sont plus développés [que nous], nous courons le risque de la dissolution, d'être engloutis. C'est pourquoi il est important pour toute la communauté lusophone

63. A. DHLAKAMA, « A língua portuguesa », Maputo, 1993, cité par Viggiano, *op. cit.*, pp. 191-193.

d'aider la Guinée-Bissau à obtenir des succès dans la région; dans le cas contraire, elle est diluée, au lieu de s'affirmer avec son identité d'État lusophone, surtout sur le plan économique »⁶⁴.

Identité d'État lusophone, surtout sur le plan économique : le double langage n'affleure-t-il pas? L'enthousiasme identitaire du diplomate est rafraîchi par le discours du président Bernardo Nino Vieira à Lisbonne le 17 juillet : la CPLP peut produire une intensification de la coopération à tous les niveaux et de la concertation politico-diplomatique, mais peut aussi être

«... une occasion perdue de plus [à propos de laquelle] une même interrogation s'agite au fond de nous-mêmes relativement au futur de l'association que nous venons de formaliser. Lui sera-t-il réservé le destin banal de tant d'alliances qui, se perdant en méandres bureaucratiques, n'existent que lors des réunions des responsables politiques? »⁶⁵

Dire en tant que chef d'État – et non point seulement *penser* – cela le jour de l'institutionnalisation n'est pas vraiment neutre. Et au niveau immédiatement inférieur du fonctionnement de l'État bissau-guinéen, les cadres supérieurs s'expriment avec une franchise parfois désarmante dans le contexte d'une forte rivalité franco-portugaise. Fin octobre 1996, la direction générale de l'Institut bissau-guinéen de la francophonie s'adresse à son ministre de tutelle, le même Delfim da Silva cité comme favorable à une culture de résistance lusophone. Rappelant que les dettes de son pays envers diverses institutions de la francophonie freinent l'intégration aux projets de cette dernière, l'Institut milite pour la résolution de ce problème :

« Car, comme vous le savez, dès lors qu'une grande organisation internationale, de la pointure de la francophonie, met tant d'avantages juteux à la disposition de l'ensemble de ses pays membres et dans des domaines aussi divers, il y a lieu de s'attendre à ce que les bénéfices issus d'une telle association soient partagés au *pro rata* des efforts fournis par chaque pays membre. [Les budgets de l'ACCT pour 1994-95 et 1996-97 et] l'absence de fonctionnaires bissau-guinéens au sein des organismes internationaux de la Francophonie illustrent cette évidence. Ce qui, à notre humble avis, représente un manque à gagner considérable pour notre pays qu'il faut combler de toute urgence. [Le] monde est devenu un village planétaire à l'intérieur duquel la Guinée-Bissau est située depuis la nuit des temps dans une zone appelée l'Afrique de l'Ouest, en majorité francophone, où elle ne peut pas s'offrir le luxe de s'octroyer un coin à elle toute seule [...] tout simplement parce qu'elle est une [nation] lusophone atteinte d'une agoraphobie imaginaire... L'hypothétique puissant lobby étranger qui, après vingt-cinq ans d'indépendance, continue de mettre la Guinée-Bissau en joue, n'existe que dans la tête de ceux qui cherchent à diviser notre peuple, pour mieux asseoir leur pouvoir. Pour le moins que nous le sachions, la Guinée-Bissau n'a pas adhéré à la Francophonie pour faire plaisir à la France et mécontenter le Portugal. Arrêtons les querelles de clocher par personnes interposées et fédérons toutes les initiatives pour bâtir une francophonie et une lusophonie utiles pour la Guinée-Bissau, dans le cadre d'une politique linguistique nationale favorable à

64. *África Hoje* (Lisbonne), juin 1996, cité par FERREIRA & ALMAS, *op. cit.*, pp. 44-45.

65. Bernardo Vieira, cité par FERREIRA & ALMAS, *op. cit.*, p. 35.

l'épanouissement de toutes les langues nationales ou d'origine étrangère en usage dans notre pays »⁶⁶.

On est loin, comme dirait José Eduardo dos Santos, des « grandiloquences »... Dès août 1995 le Premier ministre capverdien, Carlos Veiga, n'avait-il pas averti : « Nous ne pouvons rester indéfiniment à attendre le Portugal »?⁶⁷.

L'Afrique ou le refus de l'identité communautaire

D'une manière générale, la CPLP questionne le statut de la langue portugaise comme « lieu » d'identité communautaire selon la fameuse phrase – sortie de son contexte – de Fernando Pessoa (« Ma patrie est la langue portugaise »). En un sens le sigle PALOP est antagonique à celui de CPLP. Si l'appellation « Amérique latine » n'est pas une appellation historique pacifique, l'appellation « Communauté des pays de langue portugaise » ne l'est guère plus.

La notion de « pays de langue officielle portugaise » – vraie pour l'Afrique mais également vraie, *a minima*, pour les autres – est abandonnée au profit de « pays de langue portugaise » – ce qui induit la confusion des statuts socio-linguistiques. Le mot « pays » a certes évité le non crédible « peuples » souhaité par les créateurs de l'idée, mais il a aussi fait disparaître le réaliste « États ». Enfin le concept de « communauté » a été préféré à celui d'« organisation », comme il en existe pourtant beaucoup – Organisation de l'unité africaine, Organisation des États américains, Organisation des pays exportateurs de pétrole... En bref, ce n'est pas d'une « organisation des États de langue officielle portugaise » que l'on a voulu, mais bien d'une institution dotée d'une pesanteur idéologique accentuée.

Contrairement aux très petits États qui ont gardé des liens intenses avec l'ancienne métropole – Cap-Vert, Guinée-Bissau, São Tomé e Príncipe –, les deux grands États d'Afrique australe savent d'expérience qu'ils ne recevront pas l'aide voulue du Portugal. Aussi sont-ils d'autant plus irrités par le fatras idéologique de la CPLP alors que, selon Joaquim Chissano, l'adhésion au Commonwealth « n'amènera que des avantages »⁶⁸.

Il semble que les décisions angolaise et mozambicaine ont été prises dans l'idée d'une CPLP pratique, empirique, expéditive et rentable, précisément ce dont Brésil et Portugal ne veulent pas pour l'Afrique. Comme l'expliquent les économistes portugais Manuel Ennes Ferreira et Rui Almas,

« Connaissant parfaitement ces désirs, le Brésil et le Portugal n'ont pas trop insisté sur l'importance de l'économie : non seulement cela ne les intéresse guère de supporter seuls la facture économique, mais les attentes créées à l'occasion pourront parfaitement s'avérer non fondées. Mais cela est potentiellement une ambiguïté [...] qui, à terme, peut devenir une des causes fondamentales d'accusations d'inopérationalité et de non-accomplissement de la CPLP »⁶⁹.

66. Confidentiel. Texte en français, Bissau, 29 oct. 1996.

67. « Não podemos ficar eternamente à espera de Portugal », cité par M. CAHEN, « Enfin la Communauté ? », *Lusotopie 1996*, p. 12.

68. *Diário de Notícias*, 22 juil. 1995.

69. M. Ennes FERREIRA & R. ALMAS, *op. cit.*, p. 43.

Ce faisant, Brésil et Portugal sont en pratique contraints de « culturaliser » le discours de la CPLP : à savoir, faire exactement ce qui exaspère les Africains.

En fait l'adhésion à la CPLP de l'Angola et du Mozambique, mais aussi largement des trois plus petits PALOP, ne signifia pas autre chose que *leur acceptation de la tester*. L'ancien secrétaire d'État portugais à la Coopération, Briososa e Gala, reconnaîtra qu'il fut confronté, durant l'exercice de ses fonctions, aux « doutes de nombreux dirigeants et personnalités africains au sujet de l'intérêt réel de la création de la CPLP »⁷⁰. Et le premier test fut certainement l'insistance sur une « rotativité alphabétique immédiate » des pays auxquels reviendrait le poste de secrétaire exécutif, alors que l'idée initiale avait été que cette rotativité prenne effet après un mandat fondateur de José Aparecido de Oliveira. En clair on commencerait par A comme Angola, et non point par B comme Brésil... Et *après* l'adhésion du Mozambique au Commonwealth et du Cap-Vert à la francophonie. Les enchères sont parfois humiliantes.

Polémiques brasilo-angolaises ou brasilo-brésiliennes?

Lors de la réunion ministérielle de Maputo, les 17 et 18 avril 1996, José Aparecido de Oliveira ne fut pas désigné pour diriger le premier secrétariat exécutif de la CPLP. L'Angola – pourtant représenté seulement par un vice-ministre – fut choisi pour en nommer le titulaire. Cela devait provoquer une polémique retentissante dans la mesure où Itamar Franco, ambassadeur du Brésil à Lisbonne, prit publiquement la défense de son ami marginalisé contre l'avis de l'Itamaraty (ministère des Affaires étrangères) dirigé par le chancelier Luiz Felipe Lampreia. L'argumentation se fondait non seulement sur une sorte de loyauté envers la personnalité qui avait depuis toujours défendu l'idée, mais aussi sur la constatation que l'Angola ruiné, divisé et en guerre, ne réunissait aucune des conditions nécessaires à l'exercice d'un exécutif efficace de la CPLP⁷¹. L'Angola répondit officieusement par un article du quotidien *Jornal de Angola* (gouvernemental) dans lequel, sous le titre « Lusophones de 1^{re} et 2^e classe », on pouvait lire :

« C'est le cas de le dire : nous aurons une CPLP avec des lusophones de première et des lusophones de seconde classe. Où donc ai-je déjà vu cela... ? »⁷².

Voilà donc le Brésil assimilé aux anciens colonisateurs... Fin juin eut lieu à Lisbonne une conférence interparlementaire sur la CPLP sans parlementaires brésiliens. Jaime Gama, ministre socialiste des Affaires étrangères du Portugal, put y dire simultanément que la CPLP était justifiée par une « intimité multiséculaire » dont l'objectif était le « renforcement du facteur lusophone », et que naturellement la CPLP « n'était pas revivaliste » mais qu'il s'agissait d'un « projet politique nouveau »⁷³. L'équilibrisme politique ne cachait cependant pas la cause probable de l'absence

70. Briososa e GALA, « Comunhão de fortunas na língua portuguesa », *Expresso*, 29 juin 1996, cité par FERREIRA & ALMAS, *op. cit.*, p. 37 n. 9, p. 63.

71. Cette dernière partie de l'argumentation me semble incontestable, comme je l'ai écrit dans « Enfin la Communauté ? », *op. cit.*, p. 14.

72. *Jornal de Angola* (Luanda), 2 juin 1996, cité par FERREIRA & ALMAS, *op. cit.*, p. 37.

73. *Diário de Notícias*, 25 juin 1996.

brésilienne, à savoir des tensions entre le Brésil et l'Angola mais aussi au Brésil même.

Les divergences étaient nombreuses. Il y eut d'abord l'épreuve de force menée par l'Angola pour s'imposer comme tête de file des PALOP, comme test numéro 1 de l'utilité de la CPLP loin des « grandiloquences » exaspérantes du lusotropicalisme. Le Portugal, tétanisé dans sa nécessaire discrétion d'hôte de la réunion prévue et d'ancienne puissance coloniale, n'en pouvait mais, laissant le Brésil seul. L'intransigeance angolaise apparaît avoir été d'autant plus forte quand on sait qui fut la personnalité désignée pour diriger la CPLP, à savoir Marcolino Moco. Membre de l'ethnie ovimbundu (celle où recrute majoritairement l'UNITA), sans base politique propre, il avait été propulsé secrétaire général du MPLA en 1991 puis Premier ministre en novembre 1992 – deux positions en réalité étroitement soumises à la Présidence⁷⁴. Mais le 3 juin 1996 il fut brutalement limogé par José Eduardo dos Santos et remplacé par Fernando França Van Dunem. Dans un discours au pays, le Président déclara que

« La déroute sociale est évidente, la pauvreté des populations est extrême, le désespoir commence à envahir de nombreux çæ urs. C'est le moment de vérité. Ceux qui ont échoué doivent assumer modestement leurs erreurs »⁷⁵.

Et c'est parmi « ceux qui ont échoué » et furent écartés sans égards que le Président angolais choisit immédiatement (le 7 juin 1996) le représentant de son pays pour le premier mandat du secrétariat exécutif de la CPLP⁷⁶ ! Certes, la diplomatie des pays lusophones expliqua que l'on avait choisi un « pays » et non une « personne », comme si la personnalité du dirigeant d'une institution internationale nouvellement créée pouvait ne pas être importante. Certes, dans le fonctionnement de la nomenclatura angolaise, cette nomination n'avait rien d'étonnant. Combien d'anciens ministres n'avaient-ils pas été nommés par exemple à la Banque mondiale dans la logique des placements extérieurs de hauts cadres ayant perdu tout poste national ? D'un point de vue strictement interne au pouvoir angolais, le recyclage à la CPLP était donc concevable. Mais c'est aussi le sens du message : l'obligation d'accepter le choix de l'Angola, quel qu'il fût. Cette nomination fut d'ailleurs présentée comme une « victoire du Président ».

Par ailleurs les tensions avec le Brésil concernaient aussi la présence de 1 200 soldats brésiliens dans les forces de l'ONU en Angola (UNAVEM),

74. Marcolino José Carlos Moco est né dans une famille de chefs traditionnels (sobas) le 19 juillet 1953 à Chitue, dans la municipalité d'Ekunha (ex-Vila Flor), sur le plateau central d'Angola dans la province de Huambo. Alphabétisé d'abord dans des missions protestantes, il est cependant baptisé catholique – ce qui aura certainement un influence considérable pour son évolution. Il fréquente le séminaire de Cristo-Rei – dont il est exclu pour avoir écouté Radio Brazzaville –, puis le lycée de Huambo, ville où il devient professeur du secondaire. Il n'a donc jamais été guérillero ni clandestin et fait partie de cette minorité d'Ovimbundu urbains qui rejoindront le MPLA. Il en devient permanent en 1978 puis membre du Comité central et il est nommé gouverneur du Bié en 1985. Il devient ensuite gouverneur de Huambo, et entre au gouvernement comme ministre de la Jeunesse en 1989. Chargé des « Affaires politiques » du parti en 1991, il dirige la campagne électorale de 1992 et devient Premier ministre. Comme membre de l'ethnie ovimbundu, pouvait-il être vu comme artisan d'un gouvernement d'union nationale ? Toujours est-il qu'il dirige le gouvernement de la troisième guerre angolaise. Plusieurs fois attaqué publiquement par un Président soucieux de protéger sa propre image face à une situation sociale catastrophique et à une corruption galopante, après son limogeage, il est immédiatement nommé à la tête du secrétariat de la CPLP à Lisbonne (*Lusofonia*, Lisbonne, I (2), 1996).

75. « Novo governo em Luanda », *Jornal de Notícias*, 4 juin 1996.

76. *Público*, 8 juin 1996.

Brasilia étant mécontente de la lenteur du processus de paix. Mais on peut penser que si le Brésil avait voulu défendre José Aparecido de Oliveira, sa cause n'était pas perdue. Elle le fut, pour plusieurs raisons.

La première est justement le cours fortement lusotropicaliste et « idéologisé » donné par José Aparecido de Oliveira à la CPLP qui importunait l'Afrique mais aussi une partie des cadres brésiliens à cause de l'inflation soudaine d'un mythe portugais guère partagé.

La deuxième est que ce clivage recoupe la tendance à préférer le bilatéralisme avec chacun des autres pays lusophones (*cf. supra*), permettant au Brésil de se comporter comme une grande puissance. Justement José Aparecido de Oliveira contestait ce style qui pourrait mener à la « destruction de la CPLP et à l'apparition d'animosités » sans pour autant entrevoir l'« animosité » que provoquait son lusotropicalisme⁷⁷.

La troisième explication avancée est une rivalité corporative au sein de l'Itamaraty. Pendant son passage à ce ministère, José Aparecido de Oliveira y aurait fait monter par le « tour extérieur » nombre de ses proches. Le retour d'un diplomate de carrière, Luiz Lampreia, aurait déclenché une revanche des professionnels. Le ministre brésilien aurait lui-même proposé l'ordre alphabétique afin d'écarter le... Brésil et donc José Aparecido de Oliveira. La position du président Fernando Henrique Cardoso dans cette lutte intestine n'est pas claire. Aussi tard que début juillet, alors que le sommet était toujours à la merci de « petites phrases », il dit que les « derniers problèmes ne sont pas venus du Portugal ou du Brésil, mais des pays africains »⁷⁸ – mais cela n'est pas une défense ouverte de la personne de José Aparecido de Oliveira.

Une quatrième explication avance un conflit entre le Président brésilien et José Aparecido de Oliveira – le *mineiro* – qui a toujours considéré le Minas Gerais comme sa chasse gardée.

La cinquième explication est relative à Timor oriental, et liée à toutes les autres car opposant une idéologie luso-brésilienne globalisante, et donc favorable à l'indépendance de Timor, à un bilatéralisme « désidéologisé » souhaitant pouvoir maintenir des relations de « grande puissance » avec l'Indonésie. Or José Aparecido de Oliveira et Itamar Franco s'étaient prononcés systématiquement pour le droit à l'indépendance de Timor, alors que l'Itamaraty n'était pas sur cette position. Fernando Henrique Cardoso, on l'a évoqué, prit une prudente ligne médiane, disant au sommet de Lisbonne que le Brésil « soutenait l'autodétermination » et une « solution de paix »⁷⁹.

Si nombre de dirigeants africains ont réfuté le lusotropicalisme fondateur de la CPLP, certains dirigeants portugais ont sans doute été exaspérés par le matérialisme, voire le cynisme, économique et financier de ces derniers. Ainsi peut-on comprendre la ferme mais prudente déclaration du Président portugais, le socialiste Jorge Sampaio, qui évite soigneusement toute allusion lusotropicaliste mais renvoie les pierres dans les jardins africains :

77. A. RIBONDI, « Diplomacia brasileira sem esperança na CPLP », *Jornal de Notícias*, 1^{er} août 1996 (A. Ribondi est correspondant à Brasilia du JN).

78. *Expresso*, 13 juil. 1996.

79. Il faut noter que le mot « autodétermination » n'est pas en lui-même significatif. En effet, l'Indonésie – le Brésil le sait bien – a toujours approuvé l'« autodétermination ». Simplement elle considère que les Timorais l'ont déjà exprimée...

« Cette communauté est fondée sur l'humanisme universaliste et la défense des grands principes de la Démocratie, de l'État de droit, du développement et de la justice sociale, de la paix et de la défense de l'environnement. Le futur que nous voulons ne peut se construire selon des critères étroits d'un court terme intéressé et calculateur. Il a besoin de valeurs et d'idéaux »⁸⁰.

Quelles que soient les divergences intestines au Brésil, la décision de dernière minute en faveur de la « rotativité », et donc de l'Angola, semble avoir été un gage de bonne volonté donné aux PALOP en garantie que la CPLP ne serait pas seulement la poursuite et l'élargissement du Traité d'amitié et de concertation signé en 1953 entre le Portugal et le Brésil et toujours en vigueur.

Le révélateur timorais

Malgré la fermeté prudente de la Présidence portugaise, deux événements vont montrer que le naturel lusotropicaliste revient vite sur les bords du Tage : l'adhésion du Mozambique au Commonwealth et la question de Timor oriental. Mais dans le premier cas, si l'émotion est vive dans certains cercles portugais, la diplomatie lisboète évite toute fausse manœuvre et affiche la sérénité.

La question du Commonwealth ou le miroir de l'« África nossa »

De passage à Maputo pour la réunion de la commission mixte lusomozambicaine, le secrétaire d'État à la Coopération du gouvernement de Cavaco Silva (PSD), Biosa e Gala, affirma que l'adhésion au Commonwealth du Mozambique n'affecterait en rien la CPLP. Tel est le discours apaisant maintenu par le nouveau gouvernement socialiste portugais. En revanche, certaines déclarations de l'ambassadeur de... France à Maputo passent mal. Lors d'un entretien à la RTPi (Radio televisão portuguesa internacional), ce dernier aurait, selon Filimone Meigos – dans l'article déjà cité « CPLP? Bwê de maningue makas... » – développé

« certaines considérations sur les "filiations linguistiques" du Mozambique. Il dit que l'adhésion au Commonwealth du Mozambique fut une erreur grossière et que le Mozambique est plus proche de la francophonie et de la "dolce vita" latine que de la "way of life" anglo-saxonne et que donc le Portugal devait s'unir à la France, et par conséquent le Mozambique et toute la "lusophonie" dans la lutte contre le "virus anglo-saxon". [...] En dernière analyse, Monsieur l'ambassadeur ne parlait que d'un marquage des marchés et de luttes classiques du genre de celles qui menèrent à la conférence de Berlin de 1884. Ou peut-être faisait-il référence aux paroles de De Gaulle : "La nation française s'est construite à fer et à feu". *Voilà!* »⁸¹ [en français dans le texte].

Quelles que soient les paroles véritablement prononcées par l'ambassadeur, il y a une vieille sensibilité de la diplomatie et des « services » français, qui remonte aux temps de la guerre de libération, pour

80. *Jornal de Notícias*, 18 juil. 1996.

81. F. MEIGOS, *op. cit.* La fameuse phrase est en réalité de Bismarck.

éviter que le Mozambique ou l'Angola ne tombe sous l'influence britannique. L'importance du centre culturel franco-mozambicain, ainsi que des centres franco-angolais et franco-bissau-guinéen suffirait à montrer que les PALOP sont un enjeu pour la francophonie, confirmé par le fait que, dans l'organigramme ministériel français, ces pays relèvent du ministère de la Coopération et non de celui des Affaires étrangères. Mais dans tous les cas, la logique du discours – qui peut effectivement cacher des logiques de marché – est la même : on raisonne en terme de luso- ou francophonie comme créatrices d'identité ou de proximités identitaires, à savoir précisément ce que refusent nombre d'Africains. Pour le Mozambique, l'adhésion au Commonwealth est complètement « désidéologisée », parfaitement comparable à l'adhésion à la PTA⁸² ou à la SADC. On en espère un plus fort soutien économique de la Grande-Bretagne, ainsi qu'une meilleure protection de ses services secrets, à l'image de celle dont profite le pouvoir de Robert Mugabe au Zimbabwe. Il ne saurait aucunement s'agir d'une rupture dans la politique étrangère mozambicaine puisque l'excellence des relations anglo-mozambicaines remonte au moins à 1979, quand Samora Machel et Margaret Thatcher établirent les bases du règlement zimbabwéen. Enfin les Mozambicains ont beau jeu de rappeler que les liens avec l'Angleterre ont été créés par le colonisateur portugais, et que le Portugal lui-même a des liens tout à fait privilégiés avec Londres depuis des siècles.

Mais le problème *ne peut pas* être posé de la sorte par le lusotropicalisme portugais. Contrastant avec l'attitude prudente et intelligente de la diplomatie, les réactions sont parfois vives. On ne s'étonnera pas de celles de l'extrême droite pied-noir. Vera Lagoa dénonce « Chissano l'anglophone » :

«... Monsieur Chissano ne trahit pas seulement l'Histoire d'une terre où la présence portugaise sera, en dépit de tout, ineffaçable, mais il trahit aussi l'esprit même né sous ces latitudes où se croisèrent et s'établirent des races et religions venues de l'Occident et de l'Orient, qui commerçaient, coexistaient et priaient, unies dans l'harmonie de la langue portugaise. Tel était Moçambique, l'île où je suis né »⁸³.

Le ton est extrémiste, mais l'argumentaire parfaitement classique – longue histoire, métissage, harmonie, langue portugaise. Et on retrouve celui-ci chez des auteurs plus « tranquilles ». Ainsi A. Fernandes da Fonseca, professeur de la faculté de médecine de Porto et chroniqueur au *Jornal de Notícias*, reproduit-il tous les poncifs de l'*África nossa* (« notre Afrique ») en continuité idéologique parfaite avec la période historique précédente :

«... le pilier fondamental pour le lancement [...] de la *lusophonie* [souligné dans le texte] [est] la création d'une université de langue portugaise avec des branches dans les divers PALOP. L'édification de *cette structure pour la défense de notre langue* [ce soulignement et les suivants sont de moi, M.C.] s'impose depuis des siècles. Mais certaines menaces qui pèsent maintenant sur la structure linguistique de quelques *pays africains d'expression portugaise* (le Mozambique dans le Commonwealth, la Guinée et São Tomé attirés dans la culture

82. *Preferential Trade Association*, association qui regroupe de nombreux pays d'Afrique de l'Est, centrale et de la Corne.

83. Moçambique, l'île historique au nord-est du pays, à ne pas confondre avec le pays Mozambique. V. LAGOA, « Chissano o anglófono », *O Diabo* (Lisbonne) 25 juil. 1995.

francophone) rendent sa création absolument urgente. ... on ne peut comparer l'intégration du Portugal dans l'Union européenne et l'intégration du Mozambique dans le Commonwealth. Dans le premier cas, l'intégration du Portugal se fait sur un pied d'égalité avec les autres pays, dans la préservation de sa culture et langue propres. Dans le second [...] il s'agit d'un pays qui durant cinq siècles a vécu en syncrétisme organisationnel, culturel et linguistique avec le Portugal [idem] et qui se trouve entouré de pays qui ont vécu cette même période à l'ombre de la culture de langue anglaise. [Le Portugal] devra véritablement inonder ce pays de l'océan Indien d'innombrables instruments qui protègent notre langue : livres scientifiques et littéraires, grammaires, dictionnaires et coopérants en grand nombre »⁸⁴.

La continuité idéologique impériale est flagrante. Ce qui est extraordinaire dans ce type d'argumentation, extrêmement fréquente, est que jamais n'émerge une réflexion sur le statut de la langue portugaise au Mozambique, langue parfaitement étrangère pour 80 % de la population, et jamais on ne se pose la question de savoir si ce pays souverain souhaite être « inondé » de portugalité. Son accord est tellement évident – sauf « trahison » (V. Lagoa) – que la question n'affleure pas.

Plus globalement, cela illustre le maintien de vieux paradigmes dans la problématique de la défense de la langue portugaise, et, pourrait-on dire, de la diversité et de la démocratie linguistiques – les lignes qui suivent sont parfaitement valables pour la francophonie. La « défense linguistique » de la langue est vouée à l'échec – surtout dans le cas d'un pays aux moyens limités comme le Portugal – et elle empêche l'émergence de sa « défense sociale ». Dans cette optique, il serait plus efficace de développer les centres d'études africaines ou d'agronomie tropicale à Lisbonne que d'envoyer des professeurs portugais de portugais à Maputo : l'élite intellectuelle et politique mozambicaine (ou bissau-guinéenne) n'apprendra pas le portugais pour lui-même, mais pour ce qu'il pourra apporter au Mozambique. Si le portugais est socialement utile et promouvant, il sera alors approprié, *identitaire*, et naturellement défendu.

Timor comme idéal national portugais

Une formidable solidarité avec la lutte du peuple de Timor oriental s'est développée depuis quelques années à Lisbonne⁸⁵. Mais force est de constater que si le lusotropicalisme comme idéologie prégnante est très contestable à Timor, il ne l'est point dans la solidarité portugaise avec Timor, tant au niveau gouvernemental que dans l'opinion et dans la jeunesse étudiante en particulier.

La popularité de la cause maubère au Portugal fait se rencontrer et se réunifier *nationalement* – au sens littéral du mot – d'une part la fibre anticoloniale et anti-impérialiste issue de la révolution des 25 illets et d'autre part la nostalgie de l'*Império nosso*, de cette « partie de nous-mêmes arrachée » qu'on a empêchée, en lui interdisant l'indépendance, de rester lusophone, de ces catholiques menacés par les musulmans javanais, etc. Cette intersection de deux courants de la tradition politique portugaise, antagoniques mais point imperméables, fut rendue possible par le fait que

84. A.F. da FONSECA, « Vivências », *Jornal de Notícias*, 16 déc. 1995.

85. Voir dans ce volume l'article de L. Marques SILVA.

l'ennemi n'était ni le colonialiste (portugais) ni le guérillero (maubère) mais un troisième larron parfaitement étranger, introduit dans une guerre qui n'était pas la sienne. Ici comme bien d'autres fois dans l'histoire des phénomènes identitaires, c'est le conflit, et plus exactement, *le conflit habituel*, paradigmatiquement acceptable, qui provoqua l'identité commune. L'agression de l'Indonésie *contre le conflit* opposant Timor et le Portugal – qui n'a pas reconnu la déclaration d'indépendance du FRETILIN⁸⁶ – permit l'alliance objective du Portugal et de la résistance maubère, et l'unité d'action des traditions coloniale et anticoloniale portugaises. De ce fait, c'est bien la dignité de la nation portugaise elle-même qui fut exaltée : la nation, en réparant la honte de décembre 1975, se fortifiait.

Ce qui pouvait être pressenti depuis longtemps a été spectaculairement éclairé par l'attribution du prix Nobel de la Paix à José Ramos Horta, coordinateur de la résistance à l'extérieur, et à Monseigneur Ximenes Belo, évêque de Dili. À lire la presse, à écouter la radio, on eut vraiment l'impression que l'action de Lisbonne avait été plus déterminante que la résistance militaire d'une poignée de guérilleros insaisissables et d'une jeunesse timoraise au courage impressionnant. Bref on eut l'impression tenace que le Nobel avait été attribué au... Portugal. En effet, ce dernier parvenant à faire passer son point de vue dans la géante Europe, et par elle dans la communauté internationale, sa fierté en était démultipliée : il n'était pas que le petit rectangle du Sud-Ouest ibérique, mais retrouvait des préoccupations internationales même ailleurs qu'en Afrique, donc mondiales. Par Timor interposé, le Portugal se parlait à lui-même.

Cette dignité *nationalement* revigorée dans l'unité autour de la cause maubère peut seule expliquer que la diplomatie portugaise ait pris le risque incroyable de faire de Timor le symbole d'un idéal pour la CPLP : *sans pouvoir et sans vouloir voir* que l'affaire était extrêmement incertaine. Ce qui lui apparut comme devant faire naturellement consensus n'était qu'une pomme de discorde. Non seulement parce que le Brésil avait des relations diplomatiques et économiques non négligeables avec l'Indonésie, pays asiatique auquel il se compare volontiers, mais parce que les PALOP n'exprimaient plus depuis longtemps la belle unanimité de la seconde moitié des années soixante-dix et des années quatre-vingt. La Guinée-Bissau a des relations diplomatiques et commerciales avec Djakarta. Au Mozambique, si des relations diplomatiques avaient été établies en 1992 – signifiant la fin de la reconnaissance de la RDTL et de son gouvernement en exil dont le siège était précisément Maputo –, jamais aucun ambassadeur n'avait été nommé; la nomination d'un consul honoraire fut annoncée juste après le sommet de la CPLP... Quant à l'Angola, on a vu que malgré sa situation diplomatique étonnante, il montrait une appréciation positive de l'Indonésie.

Un thème hautement polémique fut donc présenté par la diplomatie portugaise comme le symbole moral, donc intouchable, et unificateur pour la CPLP. La position du Portugal sur Timor sortit affaiblie du sommet de la CPLP qui n'intégra aucune considération sur Timor et sur l'autodétermination dans la « Déclaration constitutive »⁸⁷, acceptant

86. *Frente revolucionária de Timor-Leste independente*, Front révolutionnaire pour l'indépendance de Timor oriental.

87. CIMEIRA CONSTITUTIVA DA COMUNIDADE DOS PAÍSES DE LÍNGUA PORTUGUESA, *Declaração constitutiva da Comunidade dos países de língua portuguesa*, Lisbonne, 17 juil. 1996, 6 p. multigr.

seulement d'entendre une haute délégation de la résistance exprimer devant lui ce « droit inaliénable » et d'insérer cette « intervention » dans le « communiqué final de la session de travail de la Conférence »⁸⁸. Ainsi les « droits humains et les libertés fondamentales » y furent relatifs à un « territoire » et non à un pays ou une nation ; la « solution juste et globale » dut être « internationalement acceptable » mais cette précision sembla distincte du « droit international » puisque celui-ci était cité comme qualifiant non plus la solution juste et globale pour le territoire mais les légitimes droits et aspirations du « peuple ».

Dans sa réponse au Président brésilien Fernando Henrique Cardoso, le Premier ministre portugais Guterres qualifia alors habilement la question timoraise comme relevant de la tradition de résistance du monde lusophone, et en particulier brésilien – « le mouvement de libération des peuples a commencé au Brésil, au XIX^e siècle, et doit être conclu avec la libération de Timor, avant la fin du XX^e siècle » –, et s'affirma de suite « disponible » pour soutenir la candidature du Brésil à un poste permanent du Conseil de sécurité...⁸⁹.

En fait la diplomatie portugaise rattrapa ce qui aurait pu être un grave échec. Mais Timor ne devint pas le porte-drapeau de la CPLP. Seule l'attribution du prix Nobel à deux éminents Timorais rétablit une situation politiquement favorable au Portugal que son lusotropicalisme, cette fois porté sur l'Asie, avait mis en fâcheuse posture. Il faut noter cependant la grande habileté des Timorais eux-mêmes.

Le « contre-réalisme » timorais

Pour la résistance maubère, la demande d'intégration à la CPLP signifiait évidemment le désir d'une forme de reconnaissance officielle. Elle n'obtint pas sur le champ le statut d'observateur que, comme simple « territoire », elle pouvait seulement espérer, mais le niveau de dignité de sa réception lors de la « session de travail » des chefs d'État put lui laisser entrevoir une issue favorable. Cependant, elle était évidemment plus intéressée à cet aspect de reconnaissance qu'à une adhésion au discours du lusotropicalisme peu crédible dans son cas. Ce dernier la mettait en porte-à-faux par rapport au Brésil dans la mesure où ceux des Brésiliens les plus favorables à la cause timoraise (José Aparecido de Oliveira, Itamar Franco) l'étaient pour des raisons « identitaires » de communauté lusotropicale, mais venaient d'être écartés, alors que l'État fédéral restait beaucoup plus prudent en raison de ses relations économiques avec le grand archipel asiatique. Par ailleurs, l'argumentation linguistique recelait un danger politique car elle ne fondait nullement en elle-même le droit à l'autodétermination : et si l'Indonésie acceptait de développer la langue portugaise dans sa « vingt-septième région » ? Dans une entrevue au magazine portugais *Visão*, Fernando Henrique Cardoso n'avait-il pas justement rejeté l'aspiration à l'autodétermination politique, réduisant le problème au droit d'apprendre le portugais ? Certes, durant le sommet lui-même, il prononça le mot fatidique (*cf. supra*). Mais la position brésilienne

88. CIMEIRA CONSTITUTIVA..., *Comunicado final da sessão de trabalho da Conferência de chefes de Estado e de governo constitutiva da Comunidade dos países de língua portuguesa*, Lisbonne, 17 juil. 1996, 3 p. multigr.

89. *Jornal de Notícias*, 18 juil. 1996.

était, pour le moins, hésitante. La résistance développa alors une argumentation double.

Premièrement, même si elle appela officiellement au boycott commercial et si on brûla des produits indonésiens sur le Terreiro do Paço durant le sommet, elle déclara, surtout à destination de l'Afrique, que le non-respect de cette action ne serait pas interprété comme une attitude hostile. À Maputo, Mari Alkatiri, secrétaire aux relations extérieures du FRETILIN, déclara que son mouvement « n'a rien, et ne pourra rien avoir, à critiquer aux relations diplomatiques et commerciales » entre le Mozambique et l'Indonésie⁹⁰.

Deuxièmement, en direction du Brésil, José Ramos Horta écrivit lors du sommet un article assez retentissant dans lequel il expliqua que c'étaient les raisons *non linguistiques* qui devaient primer dans le soutien brésilien à sa cause : rappelant que, de 1975 à 1982 sous la dictature, le Brésil avait toujours voté en faveur de Timor à l'ONU, il regretta la position de Fernando Henrique Cardoso dans *Visão* qui réduisait la lutte maubère à un combat pour le droit d'apprendre le portugais. José Ramos Horta savait bien, et disait, que la tradition diplomatique de l'Itamaraty était de privilégier les relations bilatérales, discrètes et avant tout commerciales – il se démarquait ici habilement de José Aparecido de Oliveira. Mais Timor ne demandait pas que le Brésil boycotte l'Indonésie ou rompe ses relations diplomatiques avec elle. Il considérait néanmoins que le Brésil faisait fausse route, pour deux raisons. D'une part Timor n'était pas si importante pour l'Indonésie affligée de la troisième dette extérieure mondiale (cent milliards de dollars) : dans le cadre de la crise intra-indonésienne croissante (essor de l'opposition à la dictature, guérillas à Timor oriental et en Irian occidental...), pour sauver l'essentiel (Java, Sumatra), le régime ou son successeur verrait en Timor une « pièce sans grande importance stratégique [qui] pourra être abandonnée ». Mais d'autre part, paradoxalement, Timor pourrait être une pièce importante pour le Brésil :

« Le portugais est seulement une dimension de la lutte du peuple timorais, pas plus importante que le facteur historique, culturel, religieux. ... Avec ses richesses naturelles considérables (pétrole, gaz naturel, marbre, café, pêches, tourisme), Timor oriental (vingt fois la taille de São Tomé e Príncipe, cinq fois celle du Cap-Vert et quarante fois celle de Singapour) pourra constituer un pôle d'investissement et d'entrepôt commercial de la CPLP dans la région. Timor oriental ne devrait pas être appréhendé seulement comme une obligation morale des pays membres de la CPLP. Il y a des raisons d'État qui conseillent que les Sept se battent pour le projet d'un Timor oriental indépendant, libre et souverain, unique présence vive de la lusophonie dans la région Asie-Pacifique. Peut-être le Brésil ne comprendra-t-il jamais la dimension morale de la cause timoraise. Mais les hommes d'affaires brésiliens pourront comprendre que le Brésil mercantiliste d'aujourd'hui a quelque chose à gagner avec un Timor oriental indépendant »⁹¹.

Peut-être José Ramos Horta méconnaît-il là une loi sans doute essentielle du capitalisme, et en particulier de ses entrepreneurs, qui est de se laisser guider d'abord par les intérêts immédiats, fussent-ils contradictoires avec les intérêts fondamentaux et à long terme... Mais son argumentation n'en

90. *Jornal de Notícias*, 1^{er} août 1996.

91. J. Ramos HORTA, « Timor-Leste, a CPLP e o Brasil », *Diário de Notícias*, 18 juil. 1996.

reste pas moins intéressante : avec les difficultés prévisibles de Hong-Kong (1997) et de Macao (1999) en Chine, un déplacement se produira en Asie du Sud-Est, qui ne profitera pas à Djakarta en crise. Singapour, trop petit, ne suffira plus et Timor pourra à ce moment-là acquérir une position stratégique considérable : dans ce contexte économique, la langue pourra alors, mais alors seulement, devenir un « plus » pour les pays de la CPLP et leurs investissements dans la région. En d'autres termes, une argumentation qu'on aurait qualifiée, il n'y a pas si longtemps, de parfaitement néocolonialiste était mise au service de l'indépendance timoraise...

Le dieu Nobel et les vieux discours

Dans ce contexte, il est inutile de préciser que l'attribution du prix Nobel de la Paix à José Ramos Horta et Ximenes Belo fut accueillie à Lisbonne comme une divine surprise... Ce n'était pas Lisbonne, mais le « monde », qui présentait Timor comme une question d'éthique politique, universalisant de la sorte la question. Il n'est donc pas étonnant de voir Jaime Gama tenter de « passer en force » en faisant de l'autodétermination une position de la CPLP elle-même. À Windhoek (Namibie), lors de la réunion des quinze ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne et des douze des pays de la SADC, il déclara le 14 octobre :

« La Communauté des pays de langue portugaise [...] est engagée dans l'obtention de l'autodétermination pour le peuple de Timor oriental, dont les témoins *[expoentes]* de la résistance viennent de se voir accorder le prix Nobel de la Paix »⁹².

Juste après, le 21 octobre, le Portugal était élu facilement au Conseil de sécurité, pour deux ans – de janvier 1997 à décembre 1999 –, contre l'Australie pro-indonésienne.

Lisbonne, lieu de l'Exposition universelle en 1998 – dont le thème est l'océan –, et hôte du sommet ibéro-américain cette même année – comme cela avait été décidé à Madrid en 1992 – pouvait donc à juste titre apparaître comme une véritable capitale mondiale, illustrant une CPLP fondée sur « l'humanisme universaliste » (Jorge Sampaio, *cf. supra*).

Le lusotropicalisme contre la CPLP

Lors de l'institutionnalisation, le Portugal annonça qu'il verserait soixante mille contos (environ deux millions de francs) pour le fonctionnement de la CPLP, et le Brésil se fit un malin plaisir d'en promettre « seulement dix fois plus ». Quoi qu'il en soit, le premier problème de la CPLP fut la modestie de ses moyens budgétaires et, pour son début, d'installations presque humiliantes. Le deuxième fut la difficulté d'une définition stratégique. De fait, même loin des idées lusotropicalistes, c'est le facteur linguistique qui ne put que rester considéré comme le point de départ réaliste ainsi que l'exprima Marcolino Moco, le premier secrétaire exécutif :

92. *Público*, 15 oct. 1996.

« La Communauté est centrée fondamentalement sur la langue, qui est un élément d'union entre les Sept... En réalité, l'aspect culturel devra nous porter avec assurance, enthousiasme et force vers l'autre dimension, qui est celle de la coopération financière et technique. Soit la culture comme point de départ et la coopération économique comme objectif final. Lors de l'institutionnalisation l'enthousiasme de tous était latent [...] Le Portugal est, en termes historiques, le "centre" de la Communauté... Le fait est que le Portugal a bien joué ce rôle. Ensuite, le Brésil, et je dois [...] souligner le rôle de l'ambassadeur José Aparecido de Oliveira qui a vraiment été le maître d'œuvre de la CPLP. Finalement, les Africains qui, comme on le sait, avaient d'autres préoccupations en cette occasion... »⁹³.

C'est au Chili, qui présidait le sommet ibéro-américain, que Marcolino Moco fit son premier voyage officiel, certainement dans le but d'en coordonner la réunion de Lisbonne en 1998 avec la jeune CPLP, faisant apparaître ainsi la gigantesque force linguistique ibérique soulignée par Mário Soares (*cf. supra*). On le vit ensuite suggérer que... l'Allemagne apporte un soutien à son organisation⁹⁴.

Par ailleurs les structures de la CPLP restèrent provisoires tout le long de 1996 et le resteront sans doute une partie de 1997, dans la mesure où aucun parlement ne ratifia rapidement le traité, à l'exception de celui du Cap-Vert qui le vota, à l'unanimité – fait rare dans l'archipel –, le 13 décembre⁹⁵. Aucun document préparatoire au Conseil des ministres de la CPLP d'avril 1997 à Baía ne circulait encore au début de l'année 1997. La coordination privilégiée avec l'ONU, dont l'intention avait été proclamée dès le début, ne fut pas initiée – l'élection du Portugal au Conseil de sécurité pouvant avoir été une bonne chose pour la CPLP, mais n'ayant certainement pas eu lieu grâce à elle. Ce qui se produisit le fut indépendamment de la CPLP, comme la rencontre ministérielle des postes et télécommunications des pays de langue portugaise, à Maputo début décembre 1996. Même cette dernière, à laquelle assistait Marcolino Moco, sembla n'avoir pas de relation avec la décision commune des entreprises Marconi et Embratel de construire à court terme des câbles sous-marins en fibres optiques reliant l'Amérique du Sud, l'Europe et l'Afrique. Quant à la société commune d'investissements de Portugal Telecom et de la Telebrás, l'Aliança Atlântica, elle avait été décidée avant la CPLP⁹⁶.

Les raisons d'une « communauté » ou celles d'une « organisation »?

La « défense de la langue portugaise » elle-même piétinait. Alors que le document signé en... 1989 par les chefs d'État à São Luis de Maranhão pour créer l'Institut international de la langue portugaise n'a toujours pas été ratifié par les parlements, la commission technique devant le créer à nouveau ne s'étant pas encore réunie. Ces vicissitudes ont-elles poussé Marcolino Moco à jouer une sorte de va-tout ou au moins à s'imposer comme interlocuteur doté d'un projet politique autonome? Toujours est-il

93. M. MOCO, « CPLP, a cultura como base », *Lusofonia*, Lisbonne, I (2), 1996, pp. 8-16 (entrevue par Alan Romero et José Alberto Braga).

94. Entrevue à la radio Deutsche Welle, cité in *Diário de Notícias*, 27 nov. 1996.

95. L'ordre du jour officiel de la CPLP prévoit, outre le premier Conseil des ministres à New-York en septembre 1996, le second à São Salvador de Baía en avril 1997 et, en 1998 à Praia, le deuxième sommet des chefs d'État et de gouvernement.

96. Selon C. Albino, « CPLP ainda sem prova de vida », *Diário de Notícias*, 30 déc. 1996.

qu'il annonça l'avant-veille de Noël 1996 qu'il allait proposer la libre circulation des biens et des personnes comme raison d'être de la CPLP : « La caractéristique fondamentale d'une communauté de pays, du moins de celles que l'on connaît, est la libre circulation des personnes et des biens. Je vais donc travailler intensivement en ce sens »⁹⁷.

Il touchait en fait du doigt la différence entre une simple « organisation » d'États et une « communauté ». L'idéologie lusotropicaliste ayant imposé la « communauté », sa proposition n'avait en elle-même rien d'illogique – cependant elle ne pouvait qu'attirer la méfiance sur ses capacités de réalisme politique de la part de dirigeants portugais engagés dans l'intégration européenne et sa monnaie unique, ou africains demandant l'adhésion à la zone franc...⁹⁸ Mais après avoir créé le jouet, n'avait-on pas laissé Marcolino Moco bien seul pour en définir la stratégie ? Le Portugal socialiste n'était-il pas en train de régulariser la situation de milliers d'immigrants africains originaires majoritairement d'États lusophones ? Ne venait-il pas de reconnaître des droits électoraux au niveau municipal à tous les étrangers originaires de pays lusophones, premier pas vers une citoyenneté lusophone comparable à celle du Commonwealth⁹⁹ ? Enfin, ne faudrait-il pas un jour résoudre la contradiction permanente entre les accords luso-brésiliens de semi-citoyenneté réciproque (1953) et les accords de Schengen ? Ces questions traitées bilatéralement ne pourraient-elles pas l'être « lusolatéralement » ?

La CPLP continua à n'attirer que l'indifférence de l'opinion brésilienne. Bien des membres de l'intelligentsia n'ont tout simplement jamais entendu parler de la CPLP. Celle-ci demeure l'objet politique d'un petit groupe de notables, très militant mais dont les membres n'ont pas fait le choix entre deux conceptions peu conciliables – une revendication bio-ethnique exaltant une seule des composantes de la nation brésilienne et faisant de la langue commune un marqueur identitaire fort ; une conception plus utilitaire qui pense qu'à l'heure de la mondialisation, la prise de conscience de l'importance démographique et du potentiel économique des États de langue portugaise peut être une carte parmi d'autres à jouer. Cependant il faut noter que cette division ne recouvre pas l'existence de deux fractions d'individus, mais couvre en réalité deux tendances polarisantes souvent présentes au sein des mêmes esprits. Par ailleurs, là aussi, on jugera au résultat : la réussite, au moins relative, du plan *Real* de stabilisation financière ayant permis une forte croissance des échanges avec les partenaires du Mercosul (+ 400% en 1994), cela ne relativise-t-il pas d'autant la CPLP aux yeux du Brésil ?

Au Portugal, il est évident que la totalité de l'intelligentsia a largement entendu parler de la CPLP :

97. « Livre circulação no espaço dos "Sete" é proposta incómoda », *Jornal de Notícias*, 24 déc. 1994.

98. C. ALBINO, « A proposta envenenada de Marcolino Moco », *Diário de Notícias*, 30 déc. 1996.

99. Il faut noter que la Constitution portugaise prévoit cette possibilité en son article 15°- 3. Cité par V. Moreira, « Viva a CPLP », *Público*, 28 janv. 1997, p. 11. Sa prise de position, en tant qu'ancien dirigeant du Parti communiste portugais, est intéressante : quoique de manière plus modérée, il y appuie la proposition de Marcolino Moco : «... la CPLP ne peut que signifier que, dans chacun des États, les nationaux des autres pays lusophones ne peuvent être des étrangers comme les autres ».

« la création de la CPLP constitue la réalisation d'un rêve partagé par toutes nos élites, depuis l'extrême droite nostalgique de l'Empire jusqu'à l'extrême gauche hostile au capitalisme européen : c'est la version démocratisée du vieux lusotropicalisme »

put écrire Manuel Villaverde Cabral¹⁰⁰. Il n'a certainement pas tort pour le diagnostic final – le vieux lusotropicalisme en temps de démocratie –, mais si le rêve est *présent* au sein de toutes les élites, de l'extrême droite à l'extrême gauche, il est faux de considérer que l'ensemble de celles-ci en font une question importante¹⁰¹. Le scepticisme, voire l'indifférence, règnent, surtout dès que l'on s'éloigne des cercles liés aux partis politiques. Cela n'empêche pas un intérêt pour des initiatives sectorielles comme la *Cena lusófona* (« Scène lusophone ») ou des associations professionnelles. Mais ce n'est pas la CPLP. L'économiste Adelino Torres demande par exemple si la CPLP a encore un sens à l'ère de la globalisation accélérée, et ne répond positivement que si elle permet de faciliter la « transition vers l'économie mondiale en voie de "globalisation" et vers la modernité qui lui est en principe inhérente ». La CPLP, par son rôle de formation des cadres et de dynamisation économique, ne servirait-elle alors qu'à en sortir? Ne confond-il point globalisation et uniformisation¹⁰²?

Je suivrai Manuel Ennes Ferreira et Rui Almas quand ils disent que l'un des principaux problèmes de la CPLP est le temps¹⁰³. En effet, aucun observateur sérieux ne pense celle-ci comme zone d'intégration économique et financière, et il n'y a ainsi, selon un autre observateur, nul inconvénient à voir la Guinée-Bissau entrer dans la zone franc :

«... il n'y a [...] rien à redire quant à l'adhésion de la Guinée-Bissau et d'autres PALOP à la zone CFA. Tout d'abord il s'agit d'États souverains auxquels nous attachent des liens privilégiés mais, évidemment, non exclusifs. Ensuite, même les plus fervents adeptes de la CPLP n'ont jamais prétendu créer une zone zscudo luso-africaine : les charges, pour une économie comme la nôtre, sont bien supérieures aux avantages »¹⁰⁴.

Par conséquent, ce que la CPLP pourra produire viendra essentiellement du facteur humain, celui-ci induisant plus tard des effets économiques partiels¹⁰⁵. Le Fonds spécial d'actions de coopération créé par la CPLP et alimenté par le Portugal et le Brésil devrait y contribuer. Mais pour cela, selon Manuel Ennes Ferreira et Rui Almas, *il faut du temps* et il faut donc affronter la « gestion des attentes » :

« À l'inverse du Portugal et du Brésil, les États africains ne peuvent se donner le luxe de perdre du temps... Dans ce contexte, si l'épée de Damoclès pend sur la tête de quelqu'un, c'est sans aucun doute sur celle du Portugal. Plus qu'au Brésil, c'est au Portugal que l'on

100. M. Villaverde CABRAL, « CPLP, potencial e contradições », *Diário de Notícias*, 22 juillet 1996, cité par FERREIRA & ALMAS, *op. cit.*, p. 63, p. 38 n. 16.

101. Ne serait-ce qu'à l'extrême-gauche, il n'y a pas un mot par exemple sur la CPLP, ni favorable, ni hostile, dans toutes les éditions de 1996 du mensuel *Combate*, proche du Parti socialiste révolutionnaire.

102. A. TORRES, « A CPLP é viável ? », *Público*, 12 oct. 1996.

103. FERREIRA & ALMAS, *op. cit.*, p. 53.

104. Duarte Ivo CRUZ, « A cimeira franco-africana e os PALOP », *Diário económico*, Lisbonne, 24 décembre 1996.

105. FERREIRA & ALMAS, *op. cit.*, p. 51.

demandera des comptes... Plus que le développement du Portugal ou du Brésil, ce qui est en jeu ici est la survie des PALOP »¹⁰⁶.

Pressées pour de bonnes (la reconstruction) ou de mauvaises raisons (enrichissement personnel), les élites africaines ont été et seront tentées par les alternatives ouvertes par le Commonwealth, les sommets franco-africains, la zone franc. Le Portugal tente de contourner la difficulté par la proposition de sommets euro-africains. Mais ceux-ci ne verront le jour probablement qu'avec la monnaie unique et la fin de la zone franc qui limitera peut-être l'influence française, mais point forcément au profit de la portugaise.

On voit cependant se dessiner en filigrane un objectif modeste mais pas irréaliste et peut-être bien nécessaire, celui de la diversité et du croisement des identités : « Dans un monde de plus en plus unipolaire et anglo-saxonnisé, l'apparition d'une nouvelle organisation internationale [...] résonne comme une résistance, comme un besoin de démocratie linguistique et politique », ai-je écrit antérieurement¹⁰⁷. Pour une CPLP conçue comme outil de coopération partielle, au croisement d'autres solidarités, fondée sur une langue commune mais aux statuts sociaux divers selon les pays, pleinement consciente de cette hétérogénéité, construisant une identité future sur la base de droits politiques réciproquement accordés, on peut au moins dire qu'il n'y a pas de raisons historiques d'impossibilité. En ce sens, c'est la volonté politique qui primera, et sa nature qui tranchera. Il ne pouvait et il ne peut y avoir de CPLP sans l'Afrique. Force est de constater que le lusotropicalisme a failli la tuer à la naissance.

Le déficit d'idéal et les deux tabous

La proposition d'une forte teneur idéologique lusotropicaliste ayant été refusée par les PALOP – même si elle n'a pas disparu – et celle d'un consensus autour d'une « éthique timoraise » s'étant rapidement avérée impraticable malgré la divine mais tardive surprise du Nobel, la CPLP apparaît non seulement comme née d'une « césarienne », mais souffre d'un très net déficit d'idéal. En fait elle s'est sans doute trompée d'idéal.

Sa fondation sous la pression d'une fraction des élites politiques brésiliennes et portugaises est certainement une manifestation nouvelle de lusotropicalisme comme le sougne Manuel Villaverde Cabral. Mais elle est aussi, à l'ère de la mondialisation, une adaptation du paternalisme à la modernité. Autrement dit, l'un est un aspect de l'autre. Ne pas avoir senti que l'apologie des « caravelles » ne pouvait qu'irriter les Africains et attirer leur méfiance quant au vide économique couvert par ce discours « grandiloquent » ne peut avoir qu'une cause : la prégnance d'une *idéologie* enracinée dans l'imaginaire de milieux sociaux luso-brésiliens et d'une minorité des milieux luso-créoles; ne pas avoir perçu les dégâts des confusions permanentes entre PALOP et « pays africains d'expression portugaise », c'est encore la même *idéologie* de la bienfaisance des « découvertes » et du génie particulier lusitanien; ne pas avoir vu que Timor ne pouvait être l'idéal unificateur de la communauté ne peut relever

106. FERREIRA & ALMAS, *op. cit.*, p. 53, 59-60.

107. M. CAHEN, « Enfin la Communauté ? », *op. cit.*, p. 12.

que d'une chose : l'idée que le Portugal se fait de sa *nation*, la confusion entre l'universel, la « communauté » et lui-même.

La CPLP est-elle intégrable au paradigme de la globalisation? Ses partisans modernistes en comparent souvent l'idée, sinon la réalité, à l'Union européenne, à l'ALENA, au Mercosul. Mais les différences sont béantes. La CPLP qui, survivant, se rapprochera plus d'une simple organisation des États de langue officielle portugaise, participe à la globalisation par une langue présente sur quatre continents et les quelques effets économiques que cette dernière induit. Ceux-ci ne doivent pas être surestimés dans leurs effets structurants, car dans les domaines les plus prometteurs induits par la langue – les autoroutes de l'information – les lignes de domination sont déjà clairement établies.

Cette communauté, pour des nécessités historiques qui ne font pas vertu, n'a pas de métropole. En revanche, le seul pays qui puisse véritablement en être le moteur, le Brésil, n'est pas un pays du centre du monde, mais de la périphérie. Or cela a relevé, dans tout le débat de la CPLP, du tabou absolu : le Brésil s'est toujours et a toujours été présenté comme « géant », « puissant », « riche », au « potentiel économique considérable », face au « petit Portugal » – d'où le panache du geste de Fernando Henrique Cardoso quittant Lisbonne en promettant une contribution « seulement dix fois plus importante » que celle de ses hôtes... Le Portugal lui-même, *parce que sa nation a besoin du mythe brésilien*, ne parle jamais du Brésil en termes de pays du tiers-monde. Mais parce qu'il en est, parce qu'il devra répondre aux besoins internes considérables de sa population et ne pourra se projeter au dehors – si ce n'est par l'émigration – au niveau souhaité, il y aura toujours une tendance à cacher sa position, même importante, à la périphérie du monde; une tendance à ce que l'évocation alors se remplisse à nouveau des mythes et d'une énième invention de la « tradition commune », soit une idéologie strictement lusobrésilienne, blanchie et démetissée, difficilement lusotropicaliste. Jusqu'au prochain choc avec l'Afrique? Si le mythe brésilien peut fonctionner au sud-ouest de l'Europe, l'Afrique australe de langue portugaise rêve plus volontiers d'une métropole de substitution qui n'est pas le Brésil mais ce nouveau Brésil qu'est l'Afrique du Sud post-apartheid et « anglaise ».

Pourtant, ce tabou en cache un autre : l'appartenance du Brésil au tiers-monde est occultée, mais la *particularité de cette appartenance* l'est aussi. Car la population du Brésil n'est pas historiquement – à l'exception des marges indiennes – une population colonisée, mais colonisatrice. Noirs esclaves et Blancs d'origine portugaise faisaient partie du même monde colonial et colonisateur. Le Brésil est une colonie au vieux sens hellénique du terme, sans colonisés : voilà pourquoi un lusotropicalisme blanchi et strictement luso-brésilien, exprimant en dernière analyse le paternalisme raciste de l'État, y reste une expression possible et heurte plus l'Afrique que l'Afro-Brazil.

Cependant, on aurait tort de réfléchir uniquement à l'aune de la « mondialisation », de la « globalisation ». Ces concepts – nécessaires – finissent par être la dictature d'un paradigme unique. La mondialisation n'est pas un phénomène linéaire et la force qui y exerce actuellement l'hégémonie – la dictature mondiale du capital financier – n'a pas de simples « problèmes techniques » à résoudre sur la voie d'une modernisation autoritaire et uniforme. Contrairement aux apparences, la

mondialisation ne fait point disparaître les identités, même si, après les colonisations, elle les remanie puissamment. Elle voit des sociétés entières, au centre comme à la périphérie, lui répondre à leur manière. D'un point de vue historique, rien ne prouve que la tendance mondiale soit à l'uniformité. Ce qui est à court terme une évidente faiblesse pour la CPLP – la position de six de ses sept États constitutifs à la périphérie – ne pourra-t-il pas être demain un atout, non point dans une vision néo-tiers-mondiste mais parce que des identités apparemment peu puissantes aujourd'hui pourront être d'une importance considérable demain ?

Néanmoins, cette identité n'est pas et ne pourra pas être une expansion de lusitanité – le Portugal n'a jamais créé qu'un Brésil. Non seulement les conditions matérielles ne sont plus réunies, mais l'idéologie porteuse de ce désir finit par être contradictoire avec un projet de coopération partielle, mais effective, plus respectueux des identités réelles. « La lusophonie est aujourd'hui comme notre carte rose intime » avertit Eduardo Lourenço le 7 décembre 1996, rappelant le rêve brisé en 1890-91 de l'empire africain de l'Atlantique à l'océan Indien¹⁰⁸. Peu nombreux cependant sont les Portugais osant, comme lui, définir la lusophonie *de manière dynamique et non défensive, non patrimoniale*, comme « un espace de confrontation mutuelle d'imaginaires qui, même de commune racine linguistique, obéissent à d'autres impératifs et constituent des affirmations identitaires de profil nouveau »¹⁰⁹; ou écrire que :

«... le sentiment et le mythe, conjointement, révèlent sur le fond la totale impraticabilité de l'idéologie qui imprègne l'utopie lusophone [qui] sous l'invocation abusive de Pessoa nous donnerait une patrie-langue parsemée sur les cinq continents... C'est un rêve qu'il vaut la peine de rêver quand on est portugais, mais dont, je crois, seuls les Portugais, surtout ceux du continent, sont les imaginaires sujets. [...] De notre point de vue de Portugais [...] l'appel à l'effort de la lusophonie ou à la lusophonie comme resserrement naturel de communion entre ceux qui parlent la même langue, est un pur pléonasm... Pour qu'il s'agisse [...] plus que de l'inconscient, un si naturel réflexe de récupération de l'ancien espace impérial, cet appel à la lusophonie n'a de sens véritable et surtout d'effets pratiques que s'il nous vient de l'extérieur. C'est-à-dire s'il s'agit de la parole de l'autre, qui peut parler portugais comme nous, mais n'a pas la même mémoire culturelle et ne partage pas forcément notre mythologie, voire nos valeurs... *Nous autres portugais [...] ne pouvons pas nous définir comme lusophones.* [souligné par moi, M.C.] [...] C'est dans l'espace culturel non seulement empirique mais intrinsèquement pluriel que les nouveaux imaginaires définissent, qu'un rêve de communauté et de proximité d'aventure s'accomplira ou non »¹¹⁰.

On peut déconstruire et démythifier le lusotropicalisme. Mais cela ne saurait faire oublier qu'une idéologie n'est pas détruite par sa démythification. Car elle n'a pour fonction ni d'« être vraie » ni de « mentir », elle exprime l'habitus – le *ser* et l'*estar* – de milieux socio-

108. E. Lourenço, intervention au colloque « Norte/Desnorte » de la coopérative Arvore, Porto, 7 déc. 1996. Eduardo Lourenço s'y attire une réplique de Mário Soares également présent : « La lusophonie n'est pas un refuge de l'imaginaire » mais un projet doté d'une idée politique et d'un contenu politique.

109. E. LOURENÇO, « O novo espaço lusófono ou os imaginários lusófonos », *Jornal de Cultura* [Açores, 1996], *Separata*, p. 16, Congresso do 1º Centenário da autonomia dos Açores.

110. E. LOURENÇO, « O novo espaço lusófono... », *op. cit.*, pp. 11-21.

culturels. Par conséquent, dans ce cas, comme dans bien d'autres, est assuré le futur du passé.

Il restera à observer comment ce lusotropicalisme persistant s'insèrera dans le Portugal du XXI^e siècle, pays moderne d'Europe.

15 décembre 1996 et 4 février 1997

Michel CAHEN

UMR CNRS-IEP de Bordeaux n° 206

Centre d'étude d'Afrique noire

Groupement de recherche « Afrique australe » du CNRS (GDRn°846)